

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2012 — 495

[C — 2012/29028]

**8 DECEMBRE 2011. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant exécution du décret du 20 octobre 2011 relatif à la lutte contre le dopage**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 20 octobre 2011 relatif à la lutte contre le dopage;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 18 janvier 2010;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 21 janvier 2010;

Vu l'avis rendu le 10 mars 2010 par le Conseil supérieur des sports conformément à l'article 2 du décret du 23 décembre 1988 instituant le Conseil supérieur de l'éducation physique, des sports et de la vie en plein air auprès de l'Exécutif de la Communauté française;

Vu l'avis rendu le 16 février 2010 par la Commission francophone de promotion de la santé dans la pratique du sport conformément à l'article 16 du décret du 8 mars 2001 relatif à la promotion de la santé dans la pratique du sport, à l'interdiction du dopage et à sa prévention en Communauté française;

Vu l'avis n° 22/2011 de la Commission de la protection de la vie privée rendu le 28 septembre 2011 conformément à l'article 29 de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel;

Vu l'avis 50.512/4 du Conseil d'Etat, donné le 21 novembre 2011 en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur proposition du Ministre ayant la lutte contre le dopage dans ses attributions;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Généralités*

**Article 1<sup>er</sup>.** Outre les termes définis à l'article 1<sup>er</sup> du décret, pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1<sup>o</sup> « décret » : le décret du 20 octobre 2011 relatif à la lutte contre le dopage;

2<sup>o</sup> « Ministre » : le Ministre du Gouvernement de la Communauté française ayant la lutte contre le dopage dans ses attributions;

3<sup>o</sup> « Administration » : le service du Ministère de la Communauté française chargé par le Gouvernement de la lutte contre le dopage.

**Art. 2.** Le Ministre arrête la liste des interdictions et ses mises à jour.

**Art. 3.** Les informations récoltées en vertu du présent arrêté ne peuvent être communiquées qu'aux destinataires suivants :

1<sup>o</sup> en ce qui concerne les informations recueillies lors des contrôles antidopage : les médecins contrôleurs désignés par le Gouvernement, les laboratoires agréés, le sportif contrôlé, les organisations sportives nationale et internationale dont il relève, les autorités publiques compétentes en matière de dopage et l'AMA;

2<sup>o</sup> en ce qui concerne les informations recueillies lors des demandes d'autorisation d'usage à des fins thérapeutiques : les membres de la CAUT et les experts médicaux ou scientifiques consultés, le sportif contrôlé et son médecin traitant et les autorités publiques compétentes en matière de dopage ainsi que l'AMA;

3<sup>o</sup> en ce qui concerne les données de localisation des sportifs d'élites : le sportif contrôlé, les organisations sportives et les autorités publiques compétentes en matière de dopage ainsi que l'AMA.

Les données récoltées en vertu du présent arrêté sont conservées pendant une période de huit ans, sauf pour les données de localisation qui ne sont conservées que 18 mois.

En cas de violation des obligations de localisation, celles-ci sont conservées pendant toute la durée nécessaire à la procédure disciplinaire intentée contre le sportif avec un maximum de 8 ans.

**Art. 4.** Le Gouvernement arrête, au plus tard 12 mois après l'entrée en vigueur du présent arrêté, le plan d'éducation, d'information et de prévention de la Communauté française en matière de la lutte contre le dopage, pour les années 2013 à 2017.

Ce plan est transmis au Parlement de la Communauté française au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2013.

Ce plan est fondé sur les principes essentiels suivants :

1<sup>o</sup> la politique de prévention du dopage en Communauté française vise, d'une part, la protection de l'éthique sportive et du fair-play dans le sport et, d'autre part, la protection de la santé physique et psychique des sportifs;

2<sup>o</sup> les principes d'action qui servent de base au plan sont, sans qu'il ne s'agisse d'une liste exhaustive :

a) l'adaptation et l'intégration des stratégies de lutte contre le dopage dans une approche d'éducation, de prévention et d'information;

b) la promotion de participation du monde sportif et des citoyens dans la prévention contre le dopage;

c) la création de partenariats avec le monde sportif dans la conception, la réalisation des actions qui les concernent;

3<sup>o</sup> la prévention du dopage implique le lancement d'actions de sensibilisation du grand public à plusieurs niveaux, notamment par voie de campagnes de presse ou de distribution de brochures d'information lors des grandes manifestations sportives;

4<sup>o</sup> la prévention du dopage implique également l'aide et le soutien aux responsables d'organisations sportives dans leurs démarches en matière de prévention du dopage.

CHAPITRE 2. — *Autorisations d'usage à des fins thérapeutiques**Section 1<sup>re</sup>. — Généralités*

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. Les sportifs visés à l'article 8, § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret relatif à la lutte contre le dopage qui souhaitent user, à des fins thérapeutiques, de substances ou méthodes interdites introduisent une demande d'autorisation d'usage à des fins thérapeutiques auprès de la CAUT.

*Section 2. — Commission de la Communauté française pour l'autorisation d'usage à des fins thérapeutiques*

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup>. Les trois membres effectifs et les deux membres suppléants de la CAUT, désignés en application de l'article 8 du décret, remplissent au moins les conditions suivantes :

- 1° être en possession d'un diplôme de docteur ou master en médecine;
- 2° ne faire ou n'avoir fait l'objet d'aucune suspension ou radiation disciplinaire de l'Ordre des médecins;
- 3° produire un extrait du casier judiciaire de modèle 1 dont il ressort qu'ils n'ont fait l'objet d'aucune condamnation pour un crime ou un délit;
- 4° respecter la confidentialité de la procédure de délivrance des AUT;
- 5° sauf si le retrait est intervenu à leur demande, n'avoir fait l'objet d'aucune décision de retrait de désignation dans les cinq années précédant celle de la demande de désignation;
- 6° produire une déclaration d'indépendance.

Les membres de la CAUT possèdent une expérience dans les soins et le traitement médical des sportifs ainsi qu'une pratique de la médecine clinique et sportive. L'un des deux membres suppléants justifie d'une expérience spécifique dans les soins aux sportifs handicapés.

§ 2. Les membres de la CAUT sont désignés par arrêté ministériel suite à la publication d'un appel à candidature organisé par l'Administration.

L'appel est publié dans au moins un titre de presse écrite spécialement destiné aux professionnels de la santé.

Les candidats qui remplissent les conditions de sélection sont classés par ordre en fonction de la qualité de leur candidature.

Les trois meilleurs candidats sont désignés par le Ministre en qualité de membres effectifs de la Commission.

Le candidat classé au quatrième rang est désigné par le Ministre en qualité de membre suppléant de la Commission. Il en est de même du candidat qui justifie d'une expérience spécifique dans les soins aux sportifs handicapés et qui est le mieux classé.

§ 3. Les membres de la CAUT sont désignés pour un délai de quatre ans. Leur mandat peut être renouvelé une seule fois, pour une durée de 2 ans.

§ 4. Le secrétariat de la CAUT est tenu par un agent de l'Administration, titulaire du diplôme de docteur en médecine.

**Art. 7.** Dans les trois mois de son installation, la CAUT arrête son règlement d'ordre intérieur et le soumet à l'approbation du Ministre.

Le règlement d'ordre intérieur de la CAUT inclut les règles essentielles suivantes :

- 1° le siège de la CAUT est établi dans les locaux du Ministère de la Communauté française, boulevard Léopold II 44, à 1080 Bruxelles, adresse à laquelle toute correspondance est envoyée;
- 2° les membres de la CAUT exécutent leur mission en toute indépendance. Ils respectent les principes d'objectivité et d'égalité de traitement dans les dossiers qu'ils sont amenés à examiner;
- 3° la CAUT est présidée par le membre effectif le plus âgé;
- 4° le secrétariat de la CAUT est installé à l'adresse de l'Administration;
- 5° le secrétariat est chargé des travaux administratifs qui découlent des attributions de la CAUT, notamment de la réception des demandes AUT, de leur transmission aux membres de la CAUT, de la rédaction des décisions de la CAUT et des échanges de la correspondance avec les sportifs;
- 6° les demandes AUT sont soumises aux trois membres effectifs de la CAUT. En cas de conflit d'intérêts dans le chef de l'un d'eux ou de toute autre cause d'empêchement quelconque, ce dernier est remplacé par le membre suppléant de la CAUT;
- 7° lorsque la demande AUT est introduite par un sportif handicapé, le membre suppléant de la CAUT qui justifie d'une compétence dans les soins aux sportifs handicapés supplée l'un des trois membres effectifs;
- 8° les membres de la CAUT statuent par procédure écrite, à la majorité des voix de ses membres;
- 9° le Président peut, d'initiative ou sur demande d'un membre, solliciter l'avis d'experts médicaux ou scientifiques qu'il juge appropriés. Ces experts transmettent leur avis au plus tard 5 jours ouvrables à dater de la demande d'avis formulée par le Président de la CAUT;
- 10° les décisions rendues par la CAUT sont signées par le Président et le secrétaire de la CAUT.

Ce règlement d'ordre intérieur est conforme aux règles édictées par l'annexe II de la Convention de l'UNESCO.

**Art. 8.** La CAUT remet au Gouvernement, au plus tard le 31 mars de chaque année civile, un rapport annuel d'activités.

**Art. 9.** Chaque membre de la CAUT est rémunéré à concurrence d'une indemnité forfaitaire de 25 euros par demande AUT traitée.

Cette indemnité est ajustée le premier janvier de chaque année à l'évolution de l'indice santé du mois de décembre qui précède.

Le premier ajustement aura lieu le 1<sup>er</sup> janvier 2013.

**Art. 10.** Les experts médicaux ou scientifiques qui sont consultés par la CAUT en exécution de l'article 8, § 4, alinéa 2, du décret ont droit à une indemnité forfaitaire de 25 euros par dossier examiné.

Cette indemnité est indexée le premier janvier de chaque année à l'évolution de l'indice santé du mois de décembre qui précède.

La première indexation aura lieu le 1<sup>er</sup> janvier 2013.

Toutes les informations qu'ils reçoivent sont préalablement anonymisées.

Les experts médicaux ou scientifiques sont tenus à un devoir de stricte confidentialité. Ils prestent leurs services conformément aux instructions qui leur sont données par la CAUT et sous la responsabilité de ses membres.

#### *Section 3. — Procédure de demande d'autorisation d'usage à des fins thérapeutiques*

**Art. 11.** § 1<sup>er</sup>. La demande d'autorisation d'usage à des fins thérapeutiques est introduite par le sportif auprès du secrétariat de la CAUT par recommandé ou par courrier électronique avec signature électronique avancée, au plus tard 30 jours avant l'entraînement sportif, la manifestation sportive ou la compétition sportive pour lequel l'autorisation est demandée.

La demande est introduite au moyen du formulaire de demande dont le modèle est déterminé par le Ministre, conformément à l'annexe II de la Convention de l'UNESCO. Le modèle fixé par le Ministre détaille, aux fins d'information du sportif, la manière dont ses données à caractère personnel seront traitées.

Il inclut un historique médical clair et détaillé du sportif comprenant les résultats de tout examen, analyse de laboratoire ou étude par imagerie, liés à la demande.

De plus, la posologie, la fréquence, la voie et la durée d'administration de la substance normalement interdite sont spécifiées, ainsi qu'une attestation du médecin traitant du sportif confirmant la nécessité de la substance ou de la méthode interdite dans le traitement du sportif et décrivant les motifs pour lesquels une alternative thérapeutique autorisée ne peut pas être utilisée.

§ 2. Une autorisation n'est octroyée que pour l'avenir.

Sans préjudice de l'alinéa précédent, une autorisation peut être octroyée avec effet rétroactif dans l'un des cas suivants :

1° lorsque la substance ou méthode interdite a été administrée dans un cas d'urgence médicale ou de traitement d'un état pathologique aigu;

2° en cas de circonstances exceptionnelles, dûment justifiées par le sportif et acceptées par la CAUT par une décision spécifiquement motivée sur ce point lorsqu'il n'y a pas eu suffisamment de temps ou de possibilités pour le sportif de soumettre, ou pour la CAUT d'étudier, une demande avant le contrôle du dopage.

**Art. 12.** La demande mentionne l'existence de toute autre demande d'autorisation d'usage à des fins thérapeutiques introduite antérieurement par le sportif ainsi que la(les) substance(s) visée(s) dans cette demande. Elle mentionne également l'organisme auprès duquel ladite demande a été introduite et la décision rendue par cet organisme.

La CAUT déclare irrecevable toute demande d'autorisation d'usage à des fins thérapeutiques, fondée sur des motifs identiques à une demande antérieure soumise à une autre autorité publique ou organisation sportive, reconnue comme organisation antidopage par l'AMA, à moins qu'elle ne soit justifiée par un élément nouveau, inconnu du sportif lors de sa première demande.

#### *Section 4. — Procédure de délivrance de l'autorisation*

**Art. 13.** § 1<sup>er</sup>. Le secrétariat de la CAUT vérifie le caractère complet de la demande dans les 3 jours ouvrables à dater de sa réception et la transmet aux membres de la CAUT.

§ 2. En cas de demande incomplète, le secrétariat de la CAUT sollicite par recommandé ou par courrier électronique avec signature électronique avancée un complément d'informations au demandeur, dans le délai visé au § 1<sup>er</sup>.

Le sportif, avec l'aide éventuelle de son médecin traitant, dispose de 5 jours ouvrables pour fournir les informations demandées, par recommandé ou par courrier électronique avec signature électronique avancée.

A défaut de réponse du sportif dans ce délai, la demande est déclarée irrecevable par le secrétariat de la CAUT. Il en informe le sportif par courrier recommandé ou par courrier électronique avec signature électronique avancée. Copie en est adressée par courrier simple au médecin traitant du sportif qui a rempli la demande d'AUT.

**Art. 14.** La CAUT transmet sa décision au sportif concerné, par recommandé, dans les 15 jours ouvrables à compter de la réception de sa demande ou de la constatation du caractère complet de celle-ci. Copie en est adressée par courrier simple au médecin traitant du sportif qui a rempli la demande d'AUT.

Lorsque cette décision est positive, l'autorisation d'usage à des fins thérapeutiques, dont le modèle est déterminé par le Ministre conformément à l'annexe II de la Convention de l'UNESCO, est annexée au courrier notifié au sportif. En outre, la CAUT publie dans la base de données ADAMS, à l'attention de l'AMA et des organisations antidopage, les informations suivantes : la substance ou la méthode approuvée, la posologie, la fréquence et la voie d'administration, la durée de l'AUT et toute condition imposée relative à l'AUT.

La CAUT peut, dans le cadre de l'examen de la demande, solliciter que soient réalisés tous les examens complémentaires et pertinents, recherches supplémentaires ou études par imagerie.

Ces examens, recherches et études sont effectués aux frais du sportif. Ils suspendent le délai prévu à l'alinéa 1<sup>er</sup> le temps de leur réalisation.

La décision adoptée par la CAUT est prise dans le respect de l'annexe II de la Convention de l'UNESCO. La durée de validité de l'autorisation d'usage à des fins thérapeutiques est fixée dans la décision.

**Art. 15.** § 1<sup>er</sup>. L'autorisation est annulée par la CAUT si le sportif ne se conforme pas, dans les délais qui lui sont communiqués, à toute demande complémentaire imposée par celle-ci en rapport avec l'autorisation délivrée.

L'autorisation est également annulée par la CAUT si celle-ci constate que les conditions posées par l'AUT ne sont pas respectées par le sportif.

Toute décision d'annulation d'une AUT est notifiée au sportif suivant les mêmes formes qu'une décision AUT. Elle est également publiée dans la base de données ADAMS. L'annulation est effective dès le lendemain de la notification de la décision d'annulation de la CAUT.

§ 2. L'autorisation prend fin de plein droit le lendemain du dernier jour de la période de validité telle que prévue à l'article 14, alinéa 5.

### CHAPITRE 3. — *Du contrôle du dopage*

#### *Section 1<sup>re</sup>. — Organismes de contrôle*

**Art. 16.** Le Ministre est habilité à désigner les agents et membres du personnel assermentés de l'Administration qui ont la qualité d'officier de police judiciaire.

**Art. 17.** § 1<sup>er</sup>. Les médecins contrôleurs, désignés en application de l'article 12 du décret, remplissent au moins les conditions suivantes :

- 1° être en possession d'un diplôme de docteur ou master en médecine;
- 2° ne faire ou n'avoir fait l'objet d'aucune suspension ou radiation disciplinaire de l'Ordre des médecins;
- 3° produire un extrait du casier judiciaire de modèle 2 dont il ressort que l'intéressé n'a fait l'objet d'aucune condamnation pour un crime ou un délit;
- 4° avoir fait parvenir une déclaration écrite dans laquelle il mentionne tous ses liens privés ou professionnels avec des sportifs, des organisations sportives, des organisateurs de manifestations ou compétitions sportives;
- 5° sauf si le retrait est intervenu à leur demande, n'avoir fait l'objet d'aucune décision de retrait de désignation fondé en application du § 4 dans les cinq années précédant celle de la demande de désignation.

Les médecins contrôleurs suivent une formation initiale organisée par l'Administration, comportant un volet théorique consistant en une information sur la législation antidopage en vigueur en Communauté française et sur la législation en matière de protection de la vie privée ainsi qu'un volet pratique consistant à assister, en qualité d'observateur, à minimum cinq contrôles antidopage réalisés par un médecin contrôleur de la Communauté française.

Les médecins contrôleurs respectent la confidentialité de tous les contrôles antidopage dont ils sont chargés. Ils n'effectuent aucun contrôle antidopage de sportifs avec lesquels ils ont un lien direct ou indirect, ou qui relèvent d'organisations sportives avec lesquels ils ont un lien direct ou indirect.

§ 2. Les médecins contrôleurs sont désignés par arrêté ministériel suite à la publication d'un appel à candidature organisé par l'Administration.

L'appel est publié dans au moins un titre de presse écrite spécialement destiné aux professionnels de la santé.

Les candidats qui remplissent les conditions de sélection sont classés par ordre en fonction de la qualité de leur candidature et de leur disponibilité.

§ 3. Les médecins contrôleurs sont désignés par le Ministre pour un délai de quatre ans. Ce délai peut être renouvelé une fois, pour une durée de 2 ans.

§ 4. Le Ministre retire la qualité de médecin contrôleur visé au § 1<sup>er</sup> lorsque le médecin contrôleur :

- 1° ne répond plus aux conditions de désignation visées au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>;
- 2° a refusé, au cours d'une période de 12 mois, plus de la moitié des demandes de contrôle antidopage qui lui ont été notifiées par l'Administration, quand bien même ces refus seraient justifiés;
- 3° n'assiste pas à la formation continuée organisée par l'Administration;
- 4° manque gravement aux dispositions du décret ou du présent arrêté;
- 5° le sollicite lui-même.

§ 5. Dans les cas prévus au § 4, points 1° à 4°, le Ministre informe le médecin contrôleur, par recommandé, de son intention de lui retirer la qualité de médecin contrôleur, et des motifs qui fondent sa décision.

Le médecin contrôleur dispose d'un délai de trente jours, prenant cours le jour suivant la réception du recommandé visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, pour faire valoir ses observations et demander à être entendu par l'Administration.

Le Ministre prend sa décision à l'expiration de ce délai ou, si le médecin contrôleur a transmis des observations ou a demandé à être entendu par l'Administration, dès réception de l'avis de l'Administration.

Le Ministre notifie sa décision à l'intéressé, par recommandé.

§ 6. Une indemnité est octroyée pour les prestations des médecins contrôleurs, fixée comme suit :

- 1° 300 euros pour la réalisation d'une mission comprenant 6 contrôles antidopage;
- 2° 145 euros pour la réalisation d'une mission comprenant un contrôle hors compétition de sportifs d'élite individuels.

Cette indemnité est indexée le premier janvier de chaque année à l'évolution de l'indice santé du mois de décembre qui précède.

La première indexation aura lieu le 1<sup>er</sup> janvier 2013.

Outre l'indemnité visée à l'alinéa précédent, il est alloué une intervention dans les frais de déplacement des médecins contrôleurs fixée conformément à l'indemnité kilométrique applicable aux agents des Services du Gouvernement ou au remboursement de leur titre de transport par chemin de fer en deuxième classe ou au remboursement de tout autre moyen de transport en commun.

**Art. 18.** § 1<sup>er</sup>. Pour obtenir l'agrément en qualité de laboratoire habilité à effectuer l'analyse des échantillons, le laboratoire doit :

- 1° être accrédité par l'AMA;
- 2° ne pas, soit directement, soit indirectement, être concerné par le commerce de médicaments, ni employer du personnel susceptible de compromettre l'indépendance du laboratoire;
- 3° sauf si le retrait est intervenu à la demande du laboratoire, ne pas avoir fait l'objet d'un retrait d'agrément dans les cinq années précédant celle de la demande d'agrément.

Lors de l'analyse des échantillons, le laboratoire :

- 1° effectue les analyses dans les délais impartis;
- 2° signale à l'Administration la détection de toute substance ou méthode, qui, bien que ne figurant pas sur la liste des interdictions, est susceptible d'améliorer artificiellement les résultats ou performances d'un sportif;

3° ne révèle pas à des tiers le résultat des analyses, à l'exception du sportif contrôlé, de l'organisation sportive internationale concernée, de l'Administration et de l'AMA;

4° évite tout conflit d'intérêts;

5° autorise l'Administration à contrôler périodiquement le laboratoire, afin de vérifier le respect des exigences de l'agrément;

6° établit en français tous les documents écrits liés à l'analyse et assure tous contacts avec l'Administration, le sportif et toutes autres personnes, en français.

§ 2. L'agrément est accordé par le Ministre pour une période de cinq ans. Il peut être renouvelé pour des périodes successives de cinq ans.

§ 3. L'agrément est retiré par le Ministre, à la demande du laboratoire ou lorsque le laboratoire ne satisfait plus aux conditions d'agrément visées au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, ou lorsque le laboratoire manque gravement aux dispositions du décret ou du présent arrêté.

Dans ce dernier cas, le Ministre informe le laboratoire, par lettre recommandée, de son intention de retirer l'agrément, et des motifs qui fondent sa décision.

Le laboratoire dispose d'un délai de trente jours, prenant cours le jour suivant la réception du recommandé visé à l'alinéa 2, pour faire valoir ses observations et demander à ce que ses représentants légaux soient entendus par l'Administration.

Le Ministre prend sa décision à l'expiration de ce délai ou, si le laboratoire a transmis des observations ou a demandé à être entendu par l'Administration, dès réception de l'avis de l'Administration.

Le Ministre notifie sa décision au laboratoire, par recommandé.

§ 4. Lorsque des analyses particulières doivent être menées et qu'aucun laboratoire agréé par la Communauté française ne peut les réaliser, le Ministre agréé temporairement, pour la durée de l'analyse particulière, un autre laboratoire accrédité par l'AMA, qui remplit les conditions fixées au § 1.

Dans ce cas, les § 2 et 3 du présent article ne s'appliquent pas.

**Art. 19.** § 1<sup>er</sup>. L'Administration désigne des accompagnateurs, chargés de surveiller les sportifs faisant l'objet d'un contrôle antidopage entre la notification du contrôle et le prélèvement effectif.

Pour se voir reconnaître la qualité d'accompagnateur, l'intéressé doit :

1° être majeur et juridiquement capable;

2° transmettre à l'Administration une déclaration sur l'honneur écrite dans laquelle il s'engage à respecter la confidentialité de toutes les procédures de contrôle auxquelles il participe en qualité d'accompagnateur;

3° produire un extrait du casier judiciaire de modèle 2, dont il ressort que l'intéressé n'a fait l'objet d'aucune condamnation pour un crime ou un délit;

4° ne pas avoir fait l'objet d'un retrait de désignation en qualité d'accompagnateur dans les cinq années précédant celle de la nouvelle demande, à moins qu'il ne s'agisse d'un retrait sollicité par l'accompagnateur lui-même;

5° justifier d'une large disponibilité horaire, en ce compris en soirée et les jours fériés, samedi et dimanche;

6° avoir fait parvenir une déclaration écrite dans laquelle il mentionne tous ses liens privés ou professionnels avec des sportifs, des organisations sportives, des organisateurs de manifestations ou compétitions sportives;

Les accompagnateurs suivent une formation initiale organisée par l'Administration, comportant un volet théorique consistant en une information sur la législation antidopage en vigueur en Communauté française et sur la législation en matière de protection de la vie privée ainsi qu'un volet pratique portant sur les activités d'accompagnement des sportifs contrôlés.

Les accompagnateurs respectent la confidentialité de tous les contrôles antidopage auxquels ils participent. Ils n'interviennent dans aucun contrôle antidopage de sportifs avec lesquels ils ont un lien direct ou indirect, ou qui relèvent d'organisations sportives avec lesquels ils ont un lien direct ou indirect.

§ 2. En vue de procéder à la désignation des accompagnateurs, l'Administration publie un appel à candidatures dans au moins deux titres nationaux de presse écrite francophone.

Les candidats qui remplissent les conditions de sélection sont classés par ordre en fonction de la qualité de leur candidature et de leur disponibilité.

Les candidats sont désignés par l'Administration, aux postes d'accompagnateurs à pourvoir, en fonction de leur classement.

§ 3. La qualité d'accompagnateur est accordée par l'Administration pour une durée de 3 ans. Ce délai peut être renouvelé pour une nouvelle durée de 3 ans par l'Administration. Lorsque la durée de la désignation de l'accompagnateur expire, ce dernier peut encore se porter candidat au poste d'accompagnateur, moyennant respect de la procédure détaillée au § 1<sup>er</sup>.

§ 4. L'Administration retire la qualité d'accompagnateur si celui-ci :

1° ne répond plus aux conditions de désignation visées au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>;

2° a refusé, au cours d'une période de 12 mois, plus de la moitié des demandes d'accompagnement de sportifs lors de contrôles antidopage qui lui ont été notifiées par l'Administration, quand bien même ces refus seraient justifiés;

3° n'assiste pas à la formation continuée organisée par l'Administration;

4° manque gravement aux dispositions du décret ou du présent arrêté;

5° le sollicite lui-même.

§ 5. Dans les cas prévus au § 4, points 1° à 4°, l'Administration informe l'accompagnateur, par recommandé, de son intention de lui retirer sa qualité d'accompagnateur et des motifs qui fondent sa décision.

L'accompagnateur dispose d'un délai de trente jours, prenant cours le jour suivant la réception du recommandé visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, pour faire valoir ses observations et demander à être entendu par l'Administration.

L'Administration notifie sa décision à l'accompagnateur, par recommandé.

§ 6. Une indemnité de défraiement de 30 euros par jour de prestation est octroyée aux accompagnateurs.

Cette indemnité est indexée le premier janvier de chaque année à l'évolution de l'indice des prix à la consommation du mois de décembre qui précède.

La première indexation aura lieu le 1<sup>er</sup> janvier 2013.

Outre l'indemnité visée à l'alinéa précédent, il est alloué une intervention dans les frais de déplacement des accompagnateurs fixée conformément à l'indemnité kilométrique applicable aux agents des Services du Gouvernement ou au remboursement de leur titre de transport par chemin de fer en deuxième classe ou au remboursement de tout autre moyen de transport en commun.

#### Section 2. — Contrôles antidopage

**Art. 20.** L'Administration établit un plan de répartition des contrôles antidopage à réaliser en Communauté française.

Ce plan de répartition vise à assurer des contrôles antidopage ciblés et aléatoires, basés sur une évaluation documentée des risques de dopage et l'usage le plus efficace des ressources pour garantir une détection et une dissuasion optimales sur le territoire de la Communauté française.

Ce plan de répartition doit garantir que les contrôles antidopage soient réalisés, sans qu'il ne s'agisse d'une liste limitative :

1° auprès de sportifs de tous niveaux, une partie significative des contrôles devant toutefois être réservés aux sportifs d'élite et de haut niveau;

2° en compétition et hors compétition;

3° dans un nombre important de disciplines sportives distinctes;

4° dans les sports d'équipe et les sports individuels;

5° sur l'ensemble du territoire de la Communauté française;

6° en tenant compte des risques accrus de dopage liés à certaines disciplines sportives particulières ou à certains entraînements, manifestations ou compétitions sportives particulières, ou à certains sportifs ou catégories de sportifs particuliers.

L'Administration met à jour, tous les ans, le plan de répartition des contrôles antidopage.

**Art. 21.** La communication effectuée à l'Administration par les organisateurs conformément à l'article 17 du décret comprend les éléments suivants :

1° l'intitulé de la manifestation ou compétition sportive organisée;

2° le lieu, la date et les heures de commencement et de fin de cette manifestation ou compétition sportive;

3° la ou les disciplines sportives pratiquées lors de cette manifestation ou compétition;

4° le niveau international, national ou local de la manifestation ou compétition ainsi que les catégories d'âge des participants et leur nombre présumé;

5° les nom, adresse et numéro de téléphone du délégué de l'organisateur de la manifestation ou compétition et, le cas échéant, du délégué des organisations sportives participantes;

6° le nombre de sportifs d'élite participant, à la connaissance de l'organisateur, à la manifestation ou la compétition sportive.

**Art. 22.** § 1<sup>er</sup>. Sur base du plan de répartition des contrôles antidopage et des informations transmises par les organisateurs, l'Administration identifie les entraînements, manifestations et compétitions sportives qui doivent faire l'objet d'un contrôle antidopage. Les contrôles des sportifs d'élite peuvent également être planifiés en dehors des périodes d'entraînement ou de compétition, sur base des données de localisation communiquées.

L'Administration désigne, au moyen de la feuille de mission visée au § 2, le médecin contrôleur et, si nécessaire, le ou les accompagnateurs, chargés de l'exécution de ce contrôle antidopage.

§ 2. La feuille de mission, dont le modèle est fixé par le Ministre, contient au moins les renseignements suivants :

1° le lieu, la date, l'heure de commencement et la durée présumée de la manifestation, de la compétition ou de l'entraînement à contrôler;

2° l'intitulé, la discipline sportive de la manifestation, de la compétition ou de l'entraînement à contrôler;

3° le fait que le contrôle a lieu en compétition ou hors compétition;

4° les nom, adresse de l'organisation sportive ou de l'organisateur responsables de la manifestation, de la compétition ou de l'entraînement, ainsi que les nom, et numéro de téléphone de leur délégué;

5° le type de contrôle à effectuer, en ce compris le nombre souhaité, la nature et le moment des contrôles;

6° le mode de désignation des sportifs ou l'identité des sportifs qui doivent se présenter au contrôle antidopage;

7° le nom du médecin contrôleur et, le cas échéant, de ou des accompagnateurs qui l'assistent;

8° le laboratoire agréé chargé des analyses.

La feuille de mission est signée par l'Administration et est établie en deux exemplaires, dont l'un est destiné au médecin contrôleur et l'autre à l'administration.

§ 3. La feuille de mission est transmise au médecin contrôleur, au plus tôt 72 heures avant le contrôle antidopage projeté. L'Administration informe le ou les accompagnateur(s) de l'existence de la mission, au plus tôt 72 heures avant le contrôle antidopage projeté.

§ 4. L'Administration ou, le cas échéant, le médecin contrôleur peut solliciter, si c'est opportun, qu'un officier de police judiciaire soit présent lors du contrôle antidopage.

**Art. 23.** § 1<sup>er</sup>. Le médecin contrôleur désigné par l'Administration au moyen de la feuille de mission organise le contrôle antidopage.

Le cas échéant, le contrôle antidopage se fait dans le respect du déroulement normal de la manifestation, de la compétition ou de l'entraînement.

§ 2. Si le contrôle a lieu durant une manifestation, une compétition ou un entraînement, le délégué de l'organisation sportive ou l'organisateur de la manifestation, de la compétition ou de l'entraînement désigne une personne pour assister le médecin contrôleur, afin de mettre à proximité directe du lieu où se déroule la manifestation, la compétition ou l'entraînement, un local approprié à disposition, qui présente les garanties suffisantes de confidentialité, d'hygiène et de sécurité.

§ 3. Le médecin contrôleur désigne, conformément à la feuille de mission, le ou les sportif(s) qui doi(ven)t se présenter au contrôle antidopage.

Chaque sportif à contrôler est, après avoir été identifié par le médecin contrôleur, personnellement informé du contrôle, à l'aide du formulaire de convocation établi en triple exemplaire, dont le modèle est fixé par le Ministre conformément au standard international de l'AMA pour les contrôles.

Le modèle fixé par le Ministre détaille, aux fins d'information du sportif, la manière dont ses données à caractère personnel seront traitées.

Le formulaire de convocation mentionne :

- 1° le nom du sportif;
- 2° le lieu, la date et l'heure auxquels il a été délivré;
- 3° la nature du prélèvement d'échantillon;
- 4° le lieu où le prélèvement d'échantillon aura lieu;
- 5° l'heure à laquelle le sportif doit se présenter au plus tard pour le contrôle;
- 6° les éventuelles conséquences que le sportif peut subir s'il ne se présente pas au contrôle dans le délai imparti ou s'il refuse de signer le formulaire;
- 7° que le sportif peut demander que la procédure de contrôle soit opérée en présence d'une personne de son choix ainsi que, si nécessaire et en fonction des disponibilités, d'un interprète;
- 8° que le sportif mineur doit être accompagné par un de ses représentants légaux ou par une personne sous l'autorité de laquelle il est placé;
- 9° que le sportif peut obtenir tous les renseignements relatifs au contrôle antidopage;
- 10° que le sportif peut, pour des raisons exceptionnelles laissées à l'appréciation du contrôleur antidopage, demander un délai pour se présenter au poste de contrôle du dopage.

Le formulaire est pourvu d'une traduction néerlandaise et anglaise.

Le formulaire est établi en triple exemplaire. Le sportif reçoit le deuxième exemplaire du formulaire. L'original et le troisième exemplaire sont conservés par le médecin contrôleur.

Les formulaires sont signés par le sportif, et, pour les sportifs mineurs, les personnes visées à l'alinéa 4, 8°. A l'issue du contrôle, l'Administration transmet à l'organisation sportive à laquelle le sportif est affilié, le troisième exemplaire du formulaire.

Si le sportif refuse de signer le formulaire ou s'il est absent, ce fait est mentionné au procès-verbal de contrôle.

§ 4. Le sportif demeure sous observation directe du médecin contrôleur ou de l'accompagnateur désigné à cette fin, depuis la remise du formulaire de convocation au sportif jusqu'à la signature du procès-verbal de contrôle.

Si, durant cette observation, un incident susceptible de compromettre le contrôle est constaté, le médecin contrôleur le mentionne dans le procès-verbal de contrôle et indique s'il estime que le contrôle peut encore avoir lieu.

Si tel n'est pas le cas et si l'incident est imputable au sportif, ce dernier est considéré comme ayant refusé de participer au contrôle.

§ 5. Le sportif se présente pour le prélèvement d'échantillons au lieu désigné à cet effet, au plus tard à l'heure mentionnée.

Le médecin contrôleur vérifie l'identité du sportif et, le cas échéant, de la personne qui l'accompagne conformément au § 6 du présent article.

Si le sportif ne se présente pas au contrôle dans les délais impartis ou interrompt la procédure de contrôle, la procédure de contrôle lui est, dans la mesure du possible, appliquée hors délai.

§ 6. Le sportif peut demander que la procédure de contrôle soit opérée en présence d'une personne de son choix, pour autant que cela ne perturbe pas le déroulement normal du prélèvement. Si le médecin contrôleur n'accède pas à pareille demande, il consigne les motifs de ce refus au procès-verbal.

Le sportif mineur est accompagné par un de ses représentants légaux ou par une personne sous l'autorité de laquelle il est placé.

Le médecin contrôleur n'autorise l'accès à l'endroit réservé aux prélèvements qu'aux personnes suivantes :

- 1° le sportif contrôlé;
- 2° la personne choisie par le sportif pour l'accompagner;
- 3° le représentant légal du sportif mineur ou la personne sous l'autorité de laquelle il est placé;
- 4° le médecin délégué de l'organisation sportive nationale ou internationale, dont le sportif est membre.

§ 7. Le médecin contrôleur peut autoriser, pour des raisons exceptionnelles, le sportif à quitter le poste de contrôle du dopage.

Le procès-verbal mentionne alors l'heure de départ et de retour du sportif du poste de contrôle ainsi que la raison pour laquelle le sportif a été autorisé à partir.

Durant cette absence, le sportif reste sous l'observation directe prévue au § 4 du présent article.

§ 8. Si pour une raison quelconque, le médecin contrôleur constate que le contrôle d'un sportif n'a pas pu avoir lieu, il en mentionne les raisons dans le procès-verbal de contrôle et le transmet sans délai à l'Administration. L'Administration notifie la copie du procès-verbal de contrôle au sportif concerné et à l'organisation sportive nationale ou internationale, dont il est membre.

**Art. 24.** § 1<sup>er</sup>. Avant tout prélèvement d'échantillon visé aux articles 25 à 27, le médecin contrôleur a un entretien avec la personne contrôlée, portant, notamment, sur les pathologies aiguës ou chroniques et sur tout médicament, dispositif médical ou alimentation particulière en cours d'utilisation, soumis ou non à prescription médicale. Le relevé des médicaments, dispositifs médicaux et alimentation particulière pris par le sportif est consigné dans le procès-verbal de contrôle.

Le contrôle antidopage est mené de manière à garantir l'intégrité, la sécurité et l'identité des échantillons ainsi que le respect de la vie privée et de la dignité des personnes contrôlées.

Le matériel de contrôle antidopage est à usage unique. Seuls les conditionnements fournis par l'Administration sont utilisés pour le prélèvement d'échantillons.

§ 2. La procédure de contrôle est constatée dans un procès-verbal, à l'aide du formulaire dont le modèle est fixé par le Ministre. Outre les informations prévues par l'article 12, § 3, du décret, il mentionne tous les constats du médecin contrôleur en cours de procédure, l'heure d'arrivée du sportif au contrôle et relate la manière dont s'est déroulée la procédure de contrôle

§ 3. Le médecin contrôleur prend toutes les mesures nécessaires pour éviter la fraude. Il est éventuellement fait mention de ces mesures au procès-verbal de contrôle.

Il est interdit à quiconque est présent sur les lieux du prélèvement, d'enregistrer sur quelque support que ce soit, de filmer ou de photographier pendant la procédure de contrôle.

§ 4. Le procès-verbal de contrôle est signé par le sportif concerné, le médecin contrôleur et, le cas échéant, l'accompagnateur et toutes les personnes qui ont assisté au contrôle conformément à l'article 23, § 6.

Le sportif certifie, par la signature du procès-verbal de contrôle, que la procédure s'est déroulée conformément au décret et au présent arrêté. Toute irrégularité invoquée par le sportif ou, le cas échéant, l'accompagnateur ou les personnes visées à l'article 23, § 6, est consignée dans le procès-verbal de contrôle.

Le procès-verbal est établi en quatre exemplaires, dont un exemplaire est destiné au sportif, un au laboratoire, un à l'organisation sportive à laquelle le sportif est affilié et un à l'Administration.

L'exemplaire destiné au laboratoire ne laisse pas apparaître les mentions permettant d'identifier le sportif.

L'exemplaire destiné à l'organisation sportive ne laisse pas apparaître le relevé des médicaments, dispositifs médicaux et de l'alimentation particulière pris par le sportif, ni celles relatives aux transfusions sanguines.

Le modèle fixé par le Ministre détaille, aux fins d'information du sportif, la manière dont ses données à caractère personnel seront traitées.

**Art. 25.** § 1<sup>er</sup>. Le prélèvement d'échantillon d'urines s'opère comme suit :

1° le sportif choisit parmi un lot un récipient collecteur, l'ouvre, vérifie qu'il est vide et propre, et le remplit d'au moins 90 ml d'urine, sous la surveillance visuelle du médecin contrôleur, lequel doit être de même sexe que lui;

2° si les 90 ml d'urine requis sont fournis, le sportif choisit un kit d'analyse parmi un lot de kits scellés, contenant deux flacons portant le même numéro de code, suivi de la lettre « A » pour le premier flacon et de la lettre « B » pour le second flacon. Il l'ouvre et vérifie que les flacons sont vides et propres; il verse au moins 60 ml de l'urine dans le flacon A, et au moins 30 ml dans le flacon B; il garde quelques gouttes d'urine (volume résiduel) dans le récipient collecteur; il ferme les deux flacons hermétiquement, et vérifie qu'il n'y a pas de fuite; le flacon A est l'échantillon principal, et le flacon B est l'échantillon de réserve pour la contre-expertise éventuelle;

3° le médecin contrôleur mesure la densité spécifique de l'urine laissée dans le récipient collecteur à l'aide de bandes colorimétriques, en respectant le délai de lecture indiqué; si le champ de lecture indique que l'échantillon n'a pas la densité spécifique convenant à l'analyse, la personne agréée peut réclamer un nouveau prélèvement d'urine; la procédure visée aux points 1° et 2° est suivie pour le nouveau prélèvement; les deux prélèvements seront envoyés au laboratoire, pour analyse comparative; le médecin contrôleur indique en remarque au premier procès-verbal de contrôle que le prélèvement est à analyser de façon concomitante avec le second prélèvement, dont il indiquera uniquement le numéro de code;

4° le médecin contrôleur vérifie que le numéro de code sur les flacons A et B et celui figurant sur leur conteneur d'expédition est identique; il reporte ce numéro de code sur le procès-verbal de contrôle; le sportif vérifie que le numéro de code sur les flacons A et B et sur le conteneur d'expédition est identique à celui reporté au procès-verbal de contrôle;

5° le sportif place, sous la surveillance du médecin contrôleur, les deux flacons A et B dans le conteneur d'expédition et le scelle;

6° le médecin contrôleur élimine, à la vue du sportif, l'urine résiduelle qui ne sera pas destinée au laboratoire d'analyse;

7° le sportif certifie, en signant le procès-verbal de contrôle, que la procédure s'est déroulée conformément au présent paragraphe; toute irrégularité relevée par le sportif ou les personnes visées à l'article 23, § 6, est consignée dans le procès-verbal de contrôle.

§ 2. S'il n'y a pas d'émission d'urine ou si la quantité imposée n'est pas atteinte, le sportif demeure sous la surveillance visuelle du médecin contrôleur ou de l'accompagnateur jusqu'à ce que la quantité prescrite soit atteinte, selon la procédure visée au § 3.

De l'eau minérale sous conditionnement sécurisé est mise à la disposition du sportif par l'organisateur de la manifestation, la compétition ou de l'entraînement, sous la responsabilité de ce dernier.

§ 3. Si le sportif fournit une quantité d'urine inférieure à 90 ml, la procédure de prélèvement partiel est appliquée :

1° le sportif choisit un kit d'analyse parmi un lot de kits scellés, il l'ouvre et vérifie que les flacons sont vides et propres; il verse dans le flacon A l'urine contenue dans le récipient collecteur, sous la surveillance visuelle du médecin contrôleur, lequel doit être de même sexe que lui;

2° le sportif choisit un kit de procédure partielle parmi un lot de kits scellés, il l'ouvre et referme le flacon A à l'aide du bouchon se trouvant dans le kit partiel choisi et vérifie qu'il n'y a pas de fuite;

3° le sportif remplace le flacon A dans le kit d'analyse, referme ce dernier et dépose le kit ainsi fermé dans le sac de procédure partielle prévu à cet effet.

4° le sportif détache la bande de protection autocollante du sachet et scelle ce dernier;

5° le médecin contrôleur reporte sur le procès-verbal de contrôle le numéro repris sur le sachet et la bande détachée par le sportif le sportif après avoir vérifié que les numéros inscrits sur la bande détachable et le sachet sont identiques à celui repris sur le procès-verbal de contrôle, signe celui-ci à l'endroit ad hoc;



6° le médecin contrôleur conserve le conteneur de prélèvement partiel jusqu'à ce que le sportif puisse de nouveau uriner; sous le contrôle du médecin contrôleur, le sportif vérifie que le conteneur est intact et que le numéro de sa bande détachable correspond au numéro reporté sur le sachet et sur le procès-verbal de contrôle; sous la surveillance visuelle du médecin contrôleur, il urine dans un nouveau récipient collecteur, choisi parmi un lot; le sportif ouvre le sachet scellé ainsi que le flacon A muni de son bouchon provisoire; il prend ce dernier et ajoute l'urine qu'il contient au second échantillon dans le pot collecteur pour assurer le mélange des deux échantillons collectés;

7° si la quantité d'urine mélangée ainsi obtenue est encore inférieure à 90 ml, la procédure décrite aux points 1° à 6° du présent paragraphe est répétée jusqu'à obtention des 90 ml d'urine requis;

8° si le volume requis est obtenu, le prélèvement est traité conformément à la procédure décrite aux points 2° à 7° du § 1<sup>er</sup>.

**Art. 26.** Le prélèvement d'échantillons sanguins s'opère comme suit :

1° le sportif choisit parmi un lot une trousse de prélèvement, l'ouvre, vérifie qu'elle est vide et propre. Il vérifie également le numéro de code présent sur les éprouvettes qui doit être identique;

2° le médecin contrôleur nettoie la peau du sportif avec un coton désinfectant stérile à un endroit non susceptible de nuire au sportif ou à ses performances sportives, et applique un garrot si nécessaire. Il recueille l'échantillon de sang dans le tube de prélèvement à partir d'une veine superficielle; s'il y a lieu, le garrot doit être immédiatement retiré après la ponction veineuse;

3° le médecin contrôleur remplit: un échantillon A et un échantillon B de 2,7 ml pour les paramètres hématologiques et la transfusion et un échantillon A et un échantillon B de 2,7 ml pour l'hormone de croissance. Ces deux derniers tubes peuvent être centrifugés sur les lieux du contrôle par le médecin contrôleur ou, avant analyse, par le laboratoire agréé;

4° si la quantité recueillie de sang du sportif n'est pas suffisante, le médecin contrôleur répète la procédure; sans pouvoir faire plus de trois tentatives; s'il ne parvient pas à obtenir un échantillon adéquat, il suspend le prélèvement de l'échantillon de sang et le relate avec précision, dans le procès-verbal;

5° le médecin contrôleur applique un pansement à l'endroit de la ponction;

6° le médecin contrôleur se débarrasse de manière appropriée de l'équipement de prélèvement sanguin qui n'est pas nécessaire pour compléter la phase de prélèvement des échantillons;

7° le sportif scelle son échantillon dans la trousse de prélèvement selon les directives du médecin contrôleur; ce dernier vérifie, à la vue du sportif, que l'échantillon est scellé de manière satisfaisante;

8° l'échantillon, avant son transfert vers le laboratoire d'analyse, est conservé à une température supérieure à 0 °C;

9° le sportif certifie, par la signature du procès-verbal de contrôle, que la procédure s'est déroulée conformément au présent article; toute irrégularité relevée par le sportif ou les personnes visées à l'article 23, § 6, est consignée dans le procès-verbal de contrôle.

**Art. 27.** Le prélèvement d'échantillons d'autres fluides corporels ou de ravitaillement du sportif s'opère selon les mêmes règles que le prélèvement d'urine, mutatis mutandis, et comme suit :

1° les échantillons sont placés dans des conditionnements adéquats;

2° des prélèvements destinés à une éventuelle seconde analyse sont effectués;

3° le conditionnement est scellé en présence du sportif concerné;

4° Il est apposé sur chaque conditionnement un numéro de code, dont le sportif est informé, et qui est consigné au procès-verbal.

**Art. 28.** Si, lors du contrôle, des doutes apparaissent quant à l'origine ou l'authenticité d'un échantillon, un nouvel échantillon est prélevé.

Tout refus du sportif de se soumettre au nouveau prélèvement est considéré comme un refus du contrôle.

### Section 3. — Analyse des échantillons

**Art. 29.** § 1<sup>er</sup>. Une fois le contrôle effectué, le médecin contrôleur conserve les échantillons scellés jusqu'à leur remise à l'Administration.

Il s'assure des parfaites conditions de transport et d'entreposage des échantillons afin d'éviter leur dégradation potentielle.

L'Administration prend les mesures de conservation nécessaires. Si l'intégrité d'un ou des échantillons est compromise, l'Administration peut décider d'invalider l'échantillon concerné.

§ 2. L'Administration remet les échantillons scellés, contre récépissé, à l'un des laboratoires agréés à cet effet, dans un délai de 72 heures après le prélèvement.

Le laboratoire agréé procède sans délai à l'examen de l'échantillon A et prend immédiatement les mesures nécessaires à la conservation de l'échantillon B.

**Art. 30.** § 1<sup>er</sup>. Le laboratoire agréé transmet le rapport d'analyse à l'Administration, dans les quinze jours ouvrables qui suivent la réception de l'échantillon. Au sein de l'Administration, seuls les agents qui sont professionnels de la santé peuvent assurer le traitement de ces rapports. Ce délai est suspendu durant les périodes de fermeture du laboratoire. Lorsque le contrôle a eu lieu lors d'une compétition ou manifestation internationale organisée par une organisation sportive internationale, le laboratoire communique également les résultats d'analyse anormaux à l'organisation sportive internationale concernée.

Le rapport comporte :

1° la date et l'heure de la réception des échantillons, et l'état dans lequel ils ont été remis;

2° le numéro de code des échantillons, la description de l'aspect extérieur de cet emballage et des scellés qui y ont été apposés ainsi que de leur état;

3° les constatations afférentes au volume et à l'état de l'échantillon A examiné;

4° les résultats de l'analyse et les conclusions;

5° l'endroit et les conditions de conservation de l'échantillon B.

§ 2. Les copies des rapports et dossiers de documentation relatifs à chaque analyse sont conservées par le laboratoire pendant une période de huit ans.

§ 3. Le laboratoire conserve les échantillons pendant un an à dater de leur réception, à moins qu'une plus longue conservation ne soit imposée par les autorités judiciaires ou disciplinaires.

#### Section 4. — Suites de l'analyse

**Art. 31.** § 1<sup>er</sup>. Si le résultat de l'analyse est négatif, le sportif contrôlé et son organisation sportive en sont informés dans les cinq jours ouvrables qui suivent la réception par l'Administration du rapport d'analyse.

§ 2. Si le résultat de l'analyse est anormal, l'Administration en informe l'organisation sportive dont relève le sportif contrôlé par recommandé et en informe le sportif contrôlé par courrier électronique avec signature électronique avancée dans les trois jours ouvrables qui suivent la réception du rapport d'analyse.

Outre ces informations, la communication adressée au sportif contrôlé comprend :

- 1° un rappel du texte de l'article 6 du décret;
- 2° les conséquences éventuelles de la violation de l'article 6 du décret;
- 3° le droit du sportif de se faire remettre une copie de l'ensemble du dossier relatif au contrôle ayant mené au résultat anormal;
- 4° le droit pour le sportif de solliciter une analyse de l'échantillon B conformément à l'article 32;
- 5° la date fixée par le laboratoire pour l'analyse de l'échantillon B si le sportif demande une contre-expertise.

§ 3. Si l'analyse démontre la présence d'une substance interdite mais dont la production pourrait être exclusivement endogène, le rapport d'analyse renseigne le résultat de l'analyse comme atypique.

Dans cette hypothèse, l'Administration sollicite du laboratoire une analyse de l'échantillon afin de déterminer l'origine de la substance interdite.

Le résultat de l'analyse atypique n'est communiqué au sportif contrôlé que :

- 1° si l'échantillon B doit être analysé. Dans ce cas, conformément aux dispositions de l'article 32, § 2, alinéa 2, le sportif peut demander à être présent ou représenté lors de l'ouverture de l'échantillon B;
- 2° si l'administration est tenue, avant que le résultat ne soit considéré comme négatif ou anormal, de communiquer, conformément aux dispositions prévues par le Code, la liste des sportifs contrôlés atypiques.

Après les analyses complémentaires nécessaires, le résultat atypique est considéré soit comme négatif soit comme anormal s'il est démontré que la substance interdite n'est pas entièrement endogène. La procédure se poursuit alors conformément aux § 1<sup>er</sup> et 2 du présent article.

§ 4. Lorsque le sportif contrôlé est un sportif d'élite et que le résultat d'analyse de l'échantillon A est anormal, l'Administration transmet à l'organisation sportive internationale dont relève le sportif contrôlé et à l'AMA le nom du sportif, sa nationalité, son sport et sa discipline, le fait que le contrôle a eu lieu en compétition ou hors compétition, la date du prélèvement de l'échantillon et le résultat de l'analyse communiqué par le laboratoire.

**Art. 32.** § 1<sup>er</sup>. En cas de communication d'un résultat anormal, le sportif contrôlé peut adresser une demande à l'Administration par recommandé ou par courrier électronique avec signature électronique avancée, en vue de procéder à l'analyse de l'échantillon B par le laboratoire ayant effectué le premier rapport d'analyse. Le sportif peut également demander à être auditionné par le médecin contrôleur.

Pour être recevable, la demande de contre-expertise doit être adressée dans les 4 jours ouvrables de la réception de l'information visée à l'article 31, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>.

La réception par le sportif de la notification du résultat d'analyse anormal est présumée intervenir le premier jour qui suit celui où le pli a été présenté au domicile légal ou élu du sportif, si son domicile est situé en Belgique.

La réception par le sportif de la notification du résultat d'analyse anormal est présumée intervenir, sauf preuve contraire du sportif, le troisième jour ouvrable qui suit celui où le pli recommandé a été remis aux services de la poste, lorsque le domicile légal ou élu du sportif est situé dans un autre état que la Belgique.

§ 2. Dans l'hypothèse où le sportif contrôlé a demandé, dans le délai prévu, qu'une contre-expertise soit effectuée, l'Administration charge, le lendemain de la réception de cette demande ou le plus prochain jour ouvrable, le laboratoire ayant effectué le premier rapport d'analyse de procéder à cette contre-expertise.

Le sportif peut demander à être présent ou représenté lors de l'ouverture de l'échantillon B.

§ 3. Le laboratoire chargé de la contre-expertise procède à l'analyse du second échantillon aux date et heure annoncées au sportif en application de l'article 31, § 2, 4°. En l'absence du sportif, un témoin indépendant peut assister à l'analyse.

Après analyse, le laboratoire rédige un rapport, conformément à l'article 30. Ce rapport est conservé par le laboratoire, avec le dossier de documentation relatif à l'analyse, pendant une période de huit ans.

Ce rapport est transmis à l'Administration, dans les dix jours ouvrables qui suivent la réception de la demande de contre-expertise.

§ 4. Le sportif contrôlé est informé du résultat de la contre-expertise, dans les trois jours ouvrables qui suivent la réception du rapport d'analyses par l'Administration.

§ 5. Lorsque le résultat définitif de l'analyse des échantillons du sportif contrôlé est anormal, l'Administration en informe l'organisation sportive nationale ou internationale dont relève le sportif contrôlé et l'AMA. L'Administration leur communique le nom du sportif, sa nationalité, son sport et sa discipline, le fait que le contrôle a eu lieu en compétition ou hors compétition, la date du prélèvement de l'échantillon et le résultat des analyses communiqué par le laboratoire.

CHAPITRE 4. — *Localisation des sportifs d'élite*

**Art. 33.** L'Administration établit la liste des sportifs d'élite qui font partie du Groupe cible de la Communauté française, au sens de l'article 1, 35°, du Décret, dans les trois mois de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Cette liste est trimestriellement mise à jour.

Toute inclusion d'un sportif dans le Groupe cible de la Communauté française est notifiée à ce dernier, par recommandé et courrier électronique avec signature électronique avancée, au plus tard 10 jours avant la date de prise d'effet de cette inclusion.

Elle précise la catégorie A, B, C ou D à laquelle le sportif appartient ainsi que, pour les sportifs de catégories A, B et C, les dates de commencement et de fin de leurs obligations en matière de localisation et en matière d'autorisation à des fins thérapeutiques.

**Art. 34.** Le sportif d'élite qui fait partie du groupe cible de la Communauté française publie sur la base de données ADAMS, gérée par l'AMA, les données personnelles détaillées à l'article 18 du décret, en fonction de la catégorie à laquelle il appartient.

La période quotidienne de 60 minutes à communiquer par les sportifs d'élite A, en application de l'article 18, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret, est comprise entre 6h00 et 23h00.

**Art. 35.** Le sportif d'élite retraité qui souhaite revenir à la compétition de niveau national ou international doit préalablement le notifier à l'Administration par recommandé.

Il est, dès cette notification, soumis aux obligations prévues par le présent chapitre et peut faire l'objet de contrôles antidopage.

**Art. 36.** L'Administration adresse à tout sportif d'élite de catégorie B ou C qui ne respecte pas ses obligations de localisation ou manque un contrôle, un avertissement par recommandé en l'invitant à se conformer scrupuleusement à ses obligations et en lui rappelant les sanctions prévues par l'article 18, § 4, du décret.

Lorsque le sportif d'élite de catégorie B ou C ne respecte pas ses obligations de localisation ou manque un contrôle à trois reprises en moins de 18 mois, l'Administration lui notifie par recommandé son inclusion dans la catégorie A ou B du groupe cible, pendant une période de 6 ou de 18 mois conformément à l'article 18, § 4, du décret.

Lorsqu'un sportif d'élite de catégorie B, C ou D est suspendu disciplinairement pour fait de dopage, l'Administration lui notifie par recommandé son inclusion dans la catégorie A du groupe cible, pendant une période de 18 mois conformément à l'article 18, § 4, du décret.

Lorsqu'un sportif d'élite de catégorie B, C ou D présente une amélioration soudaine et importante de ses performances ou de sérieux indices de dopage, l'Administration le convoque, par recommandé, en vue de l'entendre en ses arguments et moyens. L'audition a lieu au plus tôt huit jours après l'envoi de la convocation. Le sportif peut être assisté par un conseil. Dans les 10 jours de l'audition du sportif, l'Administration lui notifie, par recommandé, sa décision.

**Art. 37.** Tout sportif qui a été désigné comme faisant partie du groupe cible de la Communauté française, quelle que soit sa catégorie, peut contester les décisions prises par l'Administration en exécution des dispositions du présent chapitre en introduisant un recours auprès du Ministre dans un délai de quinze jours suivant la notification visée à l'article 33. Ce recours est suspensif.

Sous peine de nullité, le recours est introduit par recommandé et contient les arguments que le sportif entend faire valoir pour contester sa qualité de sportif d'élite soumis aux obligations de localisation.

Il peut demander à être entendu par l'Administration.

L'Administration transmet un avis au Ministre et ce dernier peut confirmer ou réformer la décision de l'Administration. Cette décision est notifiée au sportif, par recommandé.

**Art. 38.** Les informations que l'Administration communique aux fonctionnaires chargés de la surveillance du dopage au sein de la Communauté flamande, de la Communauté germanophone et de la Commission communautaire commune, en exécution de l'article 18, § 9, du décret, sont transmises à ces derniers par courrier électronique avec signature électronique avancée.

CHAPITRE 5. — *Suivi des contrôles*

**Art. 39.** Chaque procédure de contrôle individuelle d'un sportif ou d'un membre de son personnel d'encadrement fait l'objet d'un dossier administratif tenu par l'Administration.

Ce dossier comprend :

- 1° une description du motif qui a donné lieu à l'ouverture du dossier;
- 2° la mention de la date d'ouverture du dossier;
- 3° un inventaire des pièces, avec mention de la date de leur versement au dossier;
- 4° l'identité et l'adresse du sportif ou du membre du personnel d'encadrement;
- 5° une copie du formulaire de convocation tel que visé à l'article 23, § 3;
- 6° le cas échéant, l'identité et l'adresse de l'avocat du sportif ou du membre du personnel d'encadrement et du médecin du sportif;
- 7° une copie du procès-verbal du prélèvement de l'échantillon tel que visé à l'article 24, § 2;
- 8° une copie du rapport d'analyse tel que visé à l'article 30, accompagné, le cas échéant, de toutes les informations complémentaires transmises par le laboratoire agréé;
- 9° une copie du recommandé et du courrier électronique notifiant le résultat d'analyse anormal au sportif telle que visée à l'article 31, § 2;
- 10° une copie du recommandé ou de la télécopie par laquelle le sportif demande l'analyse de l'échantillon B, telle que visée à l'article 32;
- 11° une copie de toutes les autres pièces susceptibles d'être utiles au traitement du dossier.

**Art. 40.** Dans le respect de l'article 19 du décret, l'Administration transmet une copie du dossier visé à l'article précédent à l'organisation sportive à laquelle un sportif est affilié dans les trois jours ouvrables à dater soit de la réception du rapport d'analyse positif de l'échantillon B soit, en cas de renonciation à la contre-expertise, de l'expiration du délai de quatre jours visé à l'article 32, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2.

Lorsqu'un sportif d'élite de catégorie A viole par trois fois ses obligations de localisation en moins de 18 mois, l'Administration le notifie également à l'organisation sportive à laquelle ce sportif est affilié pour suivi disciplinaire et lui transmet un dossier ad hoc.

**Art. 41.** L'organisation sportive notifie, par recommandé, au plus tard dans les sept jours de son adoption, les décisions disciplinaires qu'elle rend au sportif ou au membre du personnel d'encadrement concerné et, concomitamment, à l'Administration.

**Art. 42.** Le Ministre peut, dans le respect de l'article 24, alinéa 2, du décret, reconnaître, au cas par cas, une décision rendue en matière de dopage par une instance non signataire du Code.

#### CHAPITRE 6. — Amendes administratives

**Art. 43.** Toute fait porté à la connaissance de l'Administration qui est susceptible de constituer une violation du décret ou de ses arrêtés d'exécution, commise par une organisation sportive ou par un organisateur, engendre l'ouverture de poursuites administratives.

L'Administration notifie au contrevenant, par recommandé, les griefs qui lui sont reprochés. Celui-ci dispose d'un délai d'un mois pour consulter le dossier et présenter ses observations écrites.

Au terme de ce délai, l'Administration convoque le contrevenant pour être entendu en ses moyens. Il peut se faire assister ou représenter par un conseil. L'Administration peut entendre toute personne pouvant contribuer utilement à son information.

L'Administration rend un avis au Ministre dans les quinze jours qui suivent l'audition du contrevenant.

Le Ministre prend sa décision dans les quinze jours de la réception de l'avis et elle est notifiée par recommandé au contrevenant.

Sans préjudice de l'application de l'article 21, § 2, du décret du 8 décembre 2006 visant l'organisation et le subventionnement du sport en Communauté française, lorsque le Ministre constate la violation d'une obligation imposée par le décret ou ses arrêtés d'exécution, il impose une amende de 1.000 euros à 10.000 euros, en fonction de la gravité de la violation.

**Art. 44.** Lorsque le sportif d'élite de catégorie A ne respecte pas ses obligations de localisation ou manque un contrôle, l'Administration lui notifie l'ouverture de poursuites administratives conformément à l'article 21, § 1<sup>er</sup>, du décret.

L'Administration lui communique, par recommandé, les griefs qui lui sont reprochés et le convoque, dans les 15 jours, pour être entendu en ses moyens. Il peut se faire assister ou représenter par un conseil. L'administration peut entendre toute personne pouvant contribuer utilement à son information.

L'Administration rend un avis au Ministre dans les quinze jours qui suivent l'audition du sportif d'élite.

Si les faits sont avérés, le Ministre sanctionne le sportif d'une amende de 250 euros. Cette décision est notifiée dans les quinze jours de la réception de l'avis, par recommandé.

#### CHAPITRE 7. — Dispositions transitoires et finales

**Art. 45.** Toutes les personnes physiques ou morales désignées ou agréées en vertu des dispositions abrogées du décret du 8 mars 2001 et de ses arrêtés d'exécution abrogés sont réputées être désignées ou agréées en vertu du décret et de son présent arrêté d'exécution, jusqu'à leur remplacement par décision du Ministre.

**Art. 46.** La CAUT remet son premier rapport d'activités, tel que visé à l'article 7 du présent arrêté, au plus tard le 31 mars 2013.

**Art. 47.** Le Ministre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

**Art. 48.** Le décret et le présent arrêté entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2012.  
Bruxelles, le 8 décembre 2011.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre du Budget, des Finances et des Sports,

A. ANTOINE

\_\_\_\_\_

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2012 — 495

[C - 2012/29028]

#### 8 DECEMBER 2011. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot uitvoering van het decreet van 20 oktober 2011 betreffende de strijd tegen doping

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 20 oktober 2011 betreffende de strijd tegen doping;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, verleend op 18 januari 2010;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 21 januari 2010;

Gelet op het advies verleend op 10 maart 2010 door Hoge Sportraad overeenkomstig artikel 2 van het decreet van 23 december 1988 tot instelling van de Hoge Raad voor de Lichamelijke Opvoeding, de Sport en het Openluchtlevens bij de Franse Gemeenschapsexecutieve;

Gelet op het advies verleend op 16 februari 2010 door de Franstalige commissie voor gezondheids promotie bij de sportbeoefening overeenkomstig artikel 16 van het decreet van 8 maart 2001 betreffende de promotie van de gezondheid bij de sportbeoefening, het dopingverbod en de preventie van doping in de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies nr. 22/2011 van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer verleend op 28 september 2011 overeenkomstig artikel 29 van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens;

Gelet op het advies nr. 50.512/4 van de Raad van State, verleend op 21 november 2011 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de op 12 januari 1973 gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid de strijd tegen doping behoort;

Na beraadslaging,

Besluit :

#### HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepalingen*

**Artikel 1.** Naast de woorden bepaald in artikel 1 van het decreet dient voor de toepassing van dit besluit verstaan te worden onder :

1° « decreet » : het decreet van 20 oktober 2011 betreffende de strijd tegen doping;

2° « Minister » : de Minister van de Regering van de Franse Gemeenschap bevoegd voor de strijd tegen doping;

3° « Administratie » : de dienst van het Ministerie van de Franse Gemeenschap belast door de Regering met de strijd tegen doping.

**Art. 2.** De Minister stelt de lijst vast van de verboden producten en methoden en werkt ze bij.

**Art. 3.** De informatie verkregen krachtens dit besluit kan enkel aan de volgende bestemmingen meegedeeld worden :

1° wat betreft de informatie verkregen bij dopingcontroles : de door de Regering aangestelde controleartsen, de erkende laboratoria, de gecontroleerde sporter, de nationale en internationale sportorganisaties waaronder hij ressorteert, de overheid bevoegd inzake doping en het WADA;

2° wat betreft de informatie verkregen bij de aanvragen om gebruikstoelating om therapeutische doeleinden : de leden van de CAUT (Commissie voor de gebruikstoelating om therapeutische redenen) en de geraadpleegde medische of wetenschappelijke deskundigen, de gecontroleerde sporter en zijn huisarts en de overheid bevoegd inzake doping en het WADA;

3° wat betreft de locatie van topsporters : de gecontroleerde sporter, de sportorganisaties en de overheid bevoegd inzake doping alsook het WADA.

De gegevens verkregen krachtens dit besluit worden gedurende een periode van acht jaar bewaard, behoudens voor de locatiegegevens die enkel gedurende achttien maanden behouden worden.

Bij niet-nakoming van de locatieverplichtingen worden de gegevens gedurende de periode nodig voor de tuchtprocedure ingesteld tegen de sporter bewaard met een maximum van 8 jaar.

**Art. 4.** Ten laatste 12 maanden na de inwerkingtreding van dit besluit bepaalt de Regering het opvoedings-, informatie en preventieplan van de Franse Gemeenschap inzake dopingbestrijding, voor de jaren 2013 tot 2017.

Dat plan wordt aan de Regering van de Franse Gemeenschap ten laatste tegen 1 januari 2013 overgezonden.

Dat plan berust op de volgende essentiële beginsels :

1° het beleid inzake dopingpreventie in de Franse Gemeenschap beoogt, enerzijds, de bescherming van de ethiek en fair play in de sport en, anderzijds, de bescherming van de lichamelijke en psychische gezondheid van sporters;

2° de actieprincipes die ten grondslag liggen aan het plan zijn, zonder een volledige lijst te geven :

a) de aanpassing en de integratie van de strategieën inzake dopingbestrijding met als doel de opvoeding, preventie en informatie;

b) de promotie van de deelname van de sportwereld en van burgers aan dopingpreventie;

c) de creatie van partnerschappen met de sportwereld in de conceptie, de verwezenlijking van de acties die ze aangaan;

3° de dopingpreventie impliceert het instellen van sensibiliseringsacties voor het grote publiek op verscheidene niveaus, namelijk door middel van perscampagnes of de verdeling van informatiebrochures tijdens grote sportevenementen;

4° de dopingpreventie impliceert tevens de hulpverlening en de steun aan de verantwoordelijken van sportorganisaties in hun acties inzake dopingpreventie.

#### HOOFDSTUK 2. — *Gebruikstoelatingen om therapeutische doeleinden*

##### *Afdeling 1. — Algemene bepalingen*

**Art. 5.** § 1. De sporters bedoeld bij artikel 8, § 3, eerste lid, van het decreet betreffende de strijd tegen doping die, om therapeutische doeleinden, verboden substanties of methodes wensen te gebruiken, dienen een aanvraag om gebruikstoelating om therapeutische doeleinden bij de CAUT in.

##### *Afdeling 2. — Commissie van de Franse Gemeenschap om gebruikstoelating om therapeutische doeleinden (CAUT)*

**Art. 6.** § 1. De drie werkende leden en de twee plaatsvervangende leden van de CAUT, aangewezen met toepassing van artikel 8 van het decreet, moeten, minstens, aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° houder zijn van een diploma van doctor of master in de geneeskunde;

2° niet het voorwerp zijn of geweest zijn van een tuchtchorsing of –schrapping uit de Orde van geneesheren;

3° een uittreksel uit het Strafregister van model 1 voorleggen waaruit blijkt dat ze niet wegens een misdaad of een misdrijf veroordeeld werden;

4° de vertrouwelijkheid van de procedure voor uitreiking van de AUT (gebruikstoelating om therapeutische redenen) respecteren;

5° met uitzondering van het geval waarbij de intrekking op hun eigen aanvraag werd opgelegd, niet het voorwerp zijn geweest van een beslissing tot intrekking van de aanstelling binnen de vijf jaar voor dat waarop de aanvraag tot aanstelling betrekking heeft;

6° een verklaring tot onafhankelijkheid indienen.

De leden van de CAUT beschikken over ervaring bij de medische zorgverlening en behandeling van sporters alsook praktijk inzake klinische en sportgeneeskunde. Een van beide plaatsvervangende leden heeft een specifieke ervaring inzake zorgverlening aan gehandicapte sporters.

§ 2. De leden van de CAUT worden per ministerieel besluit aangesteld na de publicatie van een oproep tot de kandidaten ingericht door de Administratie.

De oproep wordt minstens in één titel van de geschreven pers gepubliceerd die speciaal bestemd is voor de gezondheidsprofessionals.

De kandidaten die de selectievoorwaarden vervullen worden in functie van de kwaliteit van hun kandidaatstelling gerangschikt.

De drie beste kandidaten worden door de Minister tot werkend lid van de Commissie aangewezen.

De kandidaat die op de vierde plaats gerangschikt wordt, wordt door de Minister tot plaatsvervangend lid van de Commissie benoemd. Zo geschiedt het ook voor de kandidaat die een specifieke ervaring heeft inzake zorgverlening aan gehandicapte sporters en die het best gerangschikt is.

§ 3. De leden van de CAUT worden voor een termijn van vier jaar aangewezen. Hun mandaat kan enkel één keer vernieuwd worden, voor een periode van twee jaar.

§ 4. Het secretariaat van de CAUT wordt door een ambtenaar van de Administratie waargenomen, die titularis is van het diploma van doctor in de geneeskunde.

**Art. 7.** Binnen de drie maanden na haar installatie bepaalt de CAUT haar huishoudelijk reglement en legt het aan de Minister ter goedkeuring voor.

Het huishoudelijk reglement van de CAUT omvat de volgende essentiële regels :

1° de zetel van de CAUT wordt in de lokalen van het Ministerie van de Franse Gemeenschap gevestigd, Leopold II-laan 44, te 1080 Brussel, adres waartoe elke briefwisseling toegezonden dient te worden;

2° de leden van de CAUT voeren hun opdracht in alle onafhankelijkheid uit. Ze nemen de principes van objectiviteit en gelijkheid bij de behandeling van de dossiers die ze onderzoeken in acht;

3° de CAUT wordt door het oudste werkend lid voorgezeten;

4° het secretariaat van de CAUT wordt op het adres van de Administratie gevestigd;

5° het secretariaat wordt met administratieve taken belast die voortvloeien uit de opdrachten van de CAUT, inzonderheid de ontvangst van de AUT aanvragen, hun overzending aan de leden van de CAUT, het opstellen van de beslissingen van de CAUT en de briefwisseling met sporters;

6° de AUT aanvragen worden voorgelegd aan de drie werkende leden van de CAUT. In geval van belangenconflict voor een van ze of bij elke verhindering, wordt het problematische lid door het plaatsvervangend lid van de CAUT vervangen;

7° wanneer de AUT aanvraag ingediend wordt door een gehandicapte sporter, vervangt het plaatsvervangend lid dat bevoegd is inzake zorgverlening aan gehandicapte sporters één van de drie werkende leden;

8° de leden van de CAUT beslissen schriftelijk, bij de meerderheid van stemmen van de leden;

9° op eigen initiatief of op aanvraag van een lid, kan de Voorzitter het advies aanvragen van medische of wetenschappelijke deskundigen dat hij aangepast acht. Deze deskundigen zenden hun advies binnen ten laatste vijf werkdagen over vanaf de aanvraag om advies geformuleerd door de Voorzitter van de CAUT;

10° de beslissingen van de CAUT worden getekend door de Voorzitter en de secretaris van de CAUT.

Dat huishoudelijk reglement stemt overeen met de regels afgekondigd door de bijlage II bij de UNESCO-conventie.

**Art. 8.** De CAUT zendt aan de Regering, ten laatste tegen 31 maart van elk kalenderjaar, een jaarlijks activiteitenverslag.

**Art. 9.** Ieder lid van de CAUT wordt bezoldigd ten belope van een forfaitaire vergoeding van 25 euro per behandelde AUT aanvraag.

Deze vergoeding wordt aangepast de eerste dag van januari van elk jaar aan de evolutie van het gezondheidsindexcijfer van de voorafgaande maand december.

De eerste aanpassing zal op 1 januari 2013 plaatsvinden.

**Art. 10.** De medische of wetenschappelijke deskundigen die geraadpleegd worden door de CAUT in uitvoering van artikel 8, § 4, tweede lid, van het decreet hebben recht op een forfaitaire vergoeding van 25 euro per onderzocht dossier.

Deze vergoeding wordt geïndexeerd de eerste dag van januari van elk jaar aan de evolutie van het gezondheidsindexcijfer van de voorafgaande maand december.

De eerste indexering zal op 1 januari 2013 plaatsvinden.

Alle inlichtingen die ze krijgen, worden vooraf anoniem gemaakt.

De medische en wetenschappelijke deskundigen worden tot strikte vertrouwelijkheid gehouden. Hun diensten worden overeenkomstig de onderrichtingen die ze door de CAUT worden gegeven, gepresteerd, en onder de verantwoordelijkheid van haar leden.

*Afdeling 3. — Procedure van aanvraag tot gebruikstoelating om therapeutische doeleinden*

**Art. 11.** § 1. De aanvraag om gebruikstoelating om therapeutische doeleinden wordt door de sporter bij het secretariaat van de CAUT per aangetekende brief of elektronische mail met geavanceerde elektronische handtekening ingediend, ten laatste 30 dagen vóór de sporttraining, het sportevenement of de sportwedstrijd waarvoor de toelating aangevraagd werd.

De aanvraag wordt ingediend door middel van een aanvraagformulier waarvan het model door de Minister bepaald wordt, overeenkomstig de bijlage II bij de UNESCO-Convention. Het door de Minister vastgestelde model geeft nadere bepalingen, ten einde de sporter te informeren, over de manier waarop zijn persoonlijke gegevens behandeld zullen worden.

Het bevat een duidelijke en gedetailleerde medische historische samenvatting met de resultaten van alle onderzoeken, laboratoriumanalyses of beeldvormingsstudies, in verband met de aanvraag.

Bovendien, worden de dosering, de frequentie, de toedieningswijze en –duur van de normaal verboden substantie gespecificeerd met toevoeging van een attest van de huisarts van de sporter waarbij wordt bevestigd dat de verboden substantie of methode vereist is om de sporter te verzorgen en waarin alle redenen waarom geen enkel toegestaan therapeutisch middel gebruikt kan worden.

§ 2. Een toelating kan enkel betrekking hebben op de toekomst.

Onverminderd het vorige lid kan een toelating toegekend worden met terugwerkende kracht in één van de volgende gevallen :

1° wanneer de verboden substantie of methode toegediend werd in geval van medische dringende noodzakelijkheid of als behandeling van een acute pathologische toestand;

2° in geval van uitzonderlijke omstandigheden, behoorlijk verantwoord door de sporter en aangenomen door de CAUT bij een specifiek met redenen omklede beslissing daaromtrent wanneer er niet genoeg tijd of mogelijkheden waren (was) om de sporter toe te laten een aanvraag in te dienen of, voor de CAUT, om de toestand te onderzoeken vóór de dopingcontrole.

**Art. 12.** De aanvraag moet het bestaan van elke andere door de sporter vooraf ingediende aanvraag om gebruikstoelating om therapeutische doeleinden vermelden alsook de substantie(s) waarop die aanvraag betrekking heeft. Ze vermeldt tevens de instelling waarbij deze aanvraag ingediend werd en de beslissing van deze instelling.

De CAUT verklaart elke aanvraag tot gebruikstoelating om therapeutische doeleinden die op identieke redenen steunt als een vorige aanvraag voorgelegd aan een andere overheid of sportorganisatie, erkend door het WADA als dopingbestrijdende organisatie, onontvankelijk, tenzij deze aanvraag verantwoord wordt door een nieuw element, dat de sporter onbekend was bij de indiening van zijn eerste aanvraag.

*Afdeling 4. — Procedure voor de uitreiking van de toelating*

**Art. 13.** § 1. Het secretariaat van de CAUT gaat na of de aanvraag volledig is binnen de drie werkdagen na de ontvangst ervan en zendt ze aan de leden van de CAUT over.

§ 2. In geval van onvolledige aanvraag vraagt het secretariaat van de CAUT bij aangetekende brief of via elektronische mail met geavanceerde elektronische handtekening om aanvulling van de ontbrekende informatie aan de aanvrager, binnen de bij § 1 vermelde termijn.

Met de mogelijke hulp van zijn behandelende arts beschikt de sporter over vijf werkdagen om alle gevraagde informatie bij aangetekende brief of via elektronische mail met geavanceerde elektronische handtekening over te zenden.

Komt er geen antwoord van de sporter binnen deze termijn, dan wordt de aanvraag onontvankelijk verklaard door het secretariaat van de CAUT. Het geeft er aan de sporter kennis van bij aangetekende brief of via elektronische mail met geavanceerde elektronische handtekening. Er wordt er een afschrift van per eenvoudige brief aan de behandelende arts van de sporter die de aanvraag heeft ingevuld, gestuurd.

**Art. 14.** De CAUT zendt haar beslissing aan de betrokken sporter over, per aangetekende brief, binnen de vijftien werkdagen vanaf de ontvangst van zijn aanvraag of van de vaststelling van de volledigheid ervan. Er wordt er een afschrift van per eenvoudige brief aan de behandelende arts van de sporter die de aanvraag heeft ingevuld, gestuurd.

Wanneer deze beslissing positief is wordt de gebruikstoelating om therapeutische doeleinden, waarvan het model bepaald wordt door de Minister overeenkomstig de bijlage II bij de UNESCO-Convention, gevoegd bij de berichtgevende mail gestuurd aan de sporter. Bovendien, publiceert de CAUT in de ADAMS gegevensdatabank, ter bestemming van het WADA en de dopingbestrijdende organisaties, de volgende inlichtingen : de substantie en de goedgekeurde methode, de dosering, de toedieningsfrequentie en –wijze, de duur van de AUT en elke voorwaarde opgelegd in verband met de AUT.

In het kader van het onderzoek van de aanvraag kan de CAUT vragen dat alle aanvullende en relevante onderzoeken of bijkomende analyses of beeldvormingsstudies gedaan zouden worden.

Deze onderzoeken en studies worden ten laste van de sporter gedaan. Ze houden de schorsing in van de termijn bedoeld bij het eerste lid totdat ze verwezenlijkt worden.

De beslissing van de CAUT wordt met inachtneming van de bijlage II bij de UNESCO-Convention getroffen. De geldigheidsduur van de gebruikstoelating om therapeutische doeleinden wordt in de beslissing bepaald.

**Art. 15.** § 1. De toelating wordt door de CAUT ingetrokken als de sporter, binnen de termijnen die hem meegedeeld worden, zich niet schikt naar elke aanvullende aanvraag opgelegd door deze in verband met de uitgereikte toelating.

De toelating wordt ook door de CAUT ingetrokken als deze vaststelt dat de voorwaarden gesteld door de AUT niet door de sporter in acht worden genomen.

Iedere beslissing tot intrekking van een AUT wordt aan de sporter meegedeeld op dezelfde manier als deze bepaald voor de verlening van een AUT. Tevens wordt ze in de ADAMS gegevensdatabank gepubliceerd. De intrekking wordt effectief vanaf de dag die volgt op de berichtgeving van de beslissing tot intrekking van de CAUT.

§ 2. De toelating neemt van rechtswege een einde de dag na de laatste dag van de geldigheidsperiode zoals bepaald in artikel 14, vijfde lid.

HOOFDSTUK 3. — *Dopingcontrole**Afdeling 1. — Controle-instellingen*

**Art. 16.** De Minister wordt ertoe gemachtigd de ambtenaren en de leden van het personeel aan te wijzen die beëdigd zijn door het bestuur en die de hoedanigheid van officier van de gerechtelijke politie hebben.

**Art. 17.** § 1. De controlerende artsen, aangewezen met toepassing van artikel 12 van het decreet, moeten minstens aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° houder zijn van een diploma doctor of master in de geneeskunde;

2° niet geschorst of geschorst geweest te zijn of geen tuchtschraping te hebben opgelopen van de Orde van de geneesheren;

3° een uittreksel uit het strafregister van model 2 voorleggen waaruit blijkt dat de betrokkene niet het voorwerp maakt of maakte van een veroordeling wegens misdaad of misdrijf;

4° een schriftelijke verklaring te hebben laten geworden waarin hij al zijn persoonlijke of professionele banden met sporters, sportorganisaties, organisatoren van sportevenementen of wedstrijden vermeldt;

5° met uitzondering van het geval waarbij de intrekking op hun eigen aanvraag werd opgelegd, niet het voorwerp zijn geweest van een op § 4 berustende beslissing tot intrekking van de aanstelling binnen de vijf jaar voorafgaand aan het jaar waarop de aanvraag tot aanstelling betrekking heeft.

De controleartsen volgen een aanvankelijke opleiding ingericht door de Administratie, met een theoretisch deel over de dopingwetgeving die in de Franse Gemeenschap geldt en over de wetgeving inzake bescherming van de persoonlijke levenssfeer alsook een praktisch deel erin bestaande als waarnemer deel te nemen aan minimum vijf dopingcontroles gedaan door een controlearts van de Franse Gemeenschap.

De controleartsen respecteren de vertrouwelijkheid van alle dopingcontroles waarmee ze belast worden. Ze voeren geen dopingcontrole van sporters met wie ze rechtstreekse of onrechtstreekse banden hebben, of die onder sportorganisaties ressorteren waarmee ze rechtstreeks of onrechtstreeks verbonden zijn, uit.

§ 2. De controleartsen worden bij ministerieel besluit aangesteld als gevolg van de publicatie van een oproep tot de kandidaten ingericht door de Administratie.

De oproep wordt gepubliceerd minstens in één titel van de geschreven pers specifiek bestemd voor gezondheidsprofessionals.

De kandidaten die aan de selectievoorwaarden voldoen, worden gerangschikt volgens de kwaliteit van hun kandidatuur en hun beschikbaarheid.

§ 3. De controleartsen worden door de Minister aangewezen voor een periode van vier jaar. Deze termijn is één keer vernieuwbaar, voor een duur van twee jaar.

§ 4. De Minister trekt de hoedanigheid van controlearts bedoeld bij § 1 in wanneer de controlearts :

1° niet meer aan de aanstellingsvoorwaarden bedoeld bij § 1, eerste lid, voldoet;

2° tijdens een periode van twaalf maanden, meer dan de helft van de aanvragen om dopingcontrole geweigerd heeft die hem door de Administratie gestuurd werden zelfs als deze weigeringen degelijk met redenen omkleed zouden worden;

3° niet deelneemt aan de voortgezette opleiding ingericht door de Administratie;

4° ernstig in overtreding is met de bepalingen van het decreet of van dit besluit;

5° het zelf aanvraagt.

§ 5. In de gevallen bedoeld bij § 4, punten 1° tot 4°, informeert de Minister, bij aangetekende brief, de controlearts over zijn voornemen hem de hoedanigheid van controlearts in te trekken, en over de redenen die zijn beslissing staven.

De controlearts beschikt over een termijn van dertig dagen, vanaf de dag na de ontvangst van de aangetekende brief bedoeld bij het eerste lid, om zijn aan- en opmerkingen te laten gelden en om aan te vragen door de Administratie gehoord te worden.

De Minister neemt zijn beslissing na het verstrijken van deze termijn of, indien de controlearts zijn aan- en opmerkingen heeft overgezonden of gevraagd heeft door de Administratie gehoord te worden, zodra hij het advies van de Administratie heeft gekregen.

De Minister geeft kennis van zijn beslissing aan de betrokkene bij aangetekende brief.

§ 6. Er wordt een vergoeding voor de prestaties van de controlerende artsen toegekend, berekend als volgt :

1° 300 euro voor het uitvoeren van een opdracht met 6 dopingcontroles;

2° 145 euro voor het uitvoeren van een opdracht met een controle buiten wedstrijdverband van individuele topsporters.

Deze vergoeding wordt geïndexeerd op de eerste januari elk jaar in verhouding met de evolutie van het gezondheidsindexcijfer van de maand december die voorafgaat.

De eerste indexering vindt op 1 januari 2013 plaats.

Naast de vergoeding bedoeld bij het vorige lid wordt ook een tegemoetkoming toegekend in de verplaatsingskosten van de controleartsen die bepaald is overeenkomstig de kilometervergoeding die van toepassing is op de ambtenaren van de diensten van de Regering of op de terugbetaling van hun vervoerbewijs per trein in de tweede klasse of op de terugbetaling van elk ander gemeenschappelijk vervoermiddel.

**Art. 18.** § 1. Om de erkenning te bekomen als laboratorium gemachtigd om de analyse uit te voeren van stalen, dient het laboratorium :

1° geaccrediteerd te worden door het WADA;

2° noch rechtstreeks noch onrechtstreeks betrokken te zijn bij de handel van geneesmiddelen, noch personeel in dienst te hebben die de onafhankelijkheid van het laboratorium in het gedrang kan brengen;

3° met uitzondering van het geval waarbij de intrekking op zijn eigen aanvraag werd opgelegd, niet het voorwerp te zijn geweest van een beslissing tot intrekking van de erkenning binnen de vijf jaar voorafgaand aan het jaar waarop de aanvraag tot aanstelling betrekking heeft.



Bij de analyse van de stalen dient het laboratorium :

1° de analyses van de stalen binnen de opgelegde termijnen uit te voeren;

2° aan de Administratie kennis te geven van de opsporing van enige stof of methode die alhoewel ze niet op de lijst van de verboden opgenomen wordt, de resultaten of de prestaties van een sporter op kunstmatige wijze kan verbeteren;

3° aan derden de resultaten van de analyses niet bekend te maken, met uitzondering van de gecontroleerde sporter, de betrokken internationale sportorganisatie, de Administratie en het WADA;

4° enig belangenconflict te voorkomen;

5° de Administratie toe te laten om periodiek het laboratorium te controleren om de inachtneming van de vereisten van de erkenning na te gaan;

6° alle documenten in het Frans op te stellen in verband met de analyse en voor alle contacten met de Administratie, de sporter en alle andere personen, in het Frans, te zorgen.

§ 2. De erkenning wordt door de Minister voor een periode van vijf jaar toegekend. Ze kan vernieuwd worden voor opeenvolgende periodes van vijf jaar.

§ 3. De erkenning wordt door de Minister ingetrokken, op aanvraag van het laboratorium of wanneer het laboratorium niet meer aan de erkenningsvoorwaarden bedoeld bij § 1, eerste lid voldoet, of wanneer het laboratorium ernstig de bepalingen van het decreet of van dit besluit schendt.

In dit laatste geval informeert de Minister, bij aangetekende brief, het laboratorium over zijn voornemen om de erkenning in te trekken, en over de redenen waarop zijn beslissing steunt.

Het laboratorium beschikt over een termijn van dertig dagen, vanaf de dag na de ontvangst van de aangetekende brief bedoeld bij het tweede lid, om zijn aan- en opmerkingen te laten gelden en om aan te vragen dat zijn wettelijke vertegenwoordigers gehoord zouden worden door de Administratie.

De Minister neemt zijn beslissing na het verstrijken van deze termijn of, indien het laboratorium aan- en opmerkingen heeft laten gelden en gevraagd heeft dat zijn wettelijke vertegenwoordigers gehoord zouden worden door de Administratie, zodra hij het advies van de Administratie heeft ontvangen.

De Minister geeft kennis van zijn beslissing aan het laboratorium, per aangetekende brief.

§ 4. Wanneer bijzondere analyses uitgevoerd moeten worden en als geen laboratorium erkend door de Franse Gemeenschap ze kan uitvoeren, erkent de Minister, tijdelijk, voor de duur van de bijzondere analyse, een ander laboratorium geaccrediteerd door het WADA, dat aan de voorwaarden bedoeld bij § 1 voldoet.

In dat geval zijn de paragrafen 2 en 3 van dit artikel niet van toepassing.

**Art. 19.** § 1. De Administratie stelt de begeleiders aan, belast met het toezicht op de sporters die een dopingcontrole moeten ondergaan tussen de kennisgeving van de controle en de werkelijke afname.

Om als begeleider erkend te worden, moet de betrokkene :

1° meerderjarig en juridisch bekwaam zijn;

2° aan de Administratie een schriftelijke verklaring op erewoord laten toekomen waarin hij zich ertoe verbindt de vertrouwelijkheid van alle controleprocedures waaraan hij deelneemt als begeleider in acht te nemen;

3° een uittreksel uit het strafregister van model 2 voorleggen waaruit blijkt dat de betrokkene niet het voorwerp maakt of maakte van een veroordeling wegens misdada of misdrijf;

4° niet het voorwerp zijn geweest van een op § 4 berustende beslissing tot intrekking van de aanstelling binnen de vijf jaar voorafgaand aan het jaar waarop de aanvraag tot aanstelling betrekking heeft, als de intrekking niet door de begeleider zelf aangevraagd werd;

5° over een wijde urenbeschikbaarheid beschikken, met inbegrip van de avonden en de feestdagen, de zaterdagen en de zondagen;

6° een schriftelijke verklaring hebben laten geworden waarin hij al zijn private en beroepsbanden met sporters, sportorganisaties, organisatoren van sportevenementen of wedstrijden vermeldt.

De begeleiders volgen een aanvankelijke opleiding ingericht door de Administratie, met een theoretisch deel over de dopingwetgeving die in de Franse Gemeenschap geldt en over de wetgeving inzake bescherming van de persoonlijke levenssfeer alsook een praktisch deel over de activiteiten tot begeleiding van de gecontroleerde sporters.

De begeleiders respecteren de vertrouwelijkheid van alle dopingcontroles waarmee ze belast worden. Ze voeren geen dopingcontrole van sporters met wie ze rechtstreekse of onrechtstreekse banden hebben, of die onder sportorganisaties ressorteren waarmee ze rechtstreeks of onrechtstreeks verbonden zijn.

§ 2. Voor de aanwijzing van de begeleiders publiceert de Administratie een oproep tot de kandidaten in minstens twee nationale titels van de Franstalige geschreven pers.

De kandidaten die aan de selectievoorwaarden voldoen, worden gerangschikt volgens de kwaliteit van hun kandidatuur en hun beschikbaarheid.

De kandidaten worden voor de te begeven ambten van begeleider in functie van hun rangschikking door de Administratie aangesteld.

§ 3. De hoedanigheid van begeleider wordt door de Administratie voor een duur van drie jaar toegekend. Deze termijn kan hernieuwd worden voor een periode van drie jaar. Wanneer de duur van de aanstelling van de begeleider tot een einde komt, kan deze laatste zich nog steeds kandidaat stellen voor het ambt van begeleider, mits inachtneming van de procedure gedetailleerd bij § 1.

§ 4. De Administratie trekt de hoedanigheid van begeleider bedoeld bij § 1, eerste lid, in wanneer de begeleider :

1° niet meer aan de aanstellingsvoorwaarden bedoeld bij § 1, eerste lid, voldoet;

2° tijdens een periode van twaalf maanden, meer dan de helft van de aanvragen om begeleiding van sporters bij dopingcontroles geweigerd heeft die hem door de Administratie gestuurd werden zelfs als deze weigeringen met redenen omkleed zouden worden;

- 3° niet deelneemt aan de voortgezette opleiding ingericht door de Administratie;
- 4° ernstig in overtreding is met de bepalingen van het decreet of van dit besluit;
- 5° het zelf aanvraagt.

§ 5. In de gevallen bedoeld bij § 4, punten 1° tot 4°, informeert de Administratie, bij aangetekende brief, de begeleider over zijn voornemen hem de hoedanigheid van begeleider in te trekken, en over de redenen die zijn beslissing staven.

De begeleider beschikt over een termijn van dertig dagen, vanaf de dag na de ontvangst van de aangetekende brief bedoeld bij het eerste lid, om zijn aan- en opmerkingen te laten gelden en om aan te vragen door de Administratie gehoord te worden.

De Administratie geeft kennis van haar beslissing aan de betrokkene bij aangetekende brief.

§ 6. Er wordt een vergoeding van dertig euro per gepresteerde dag aan de begeleider toegekend.

Deze vergoeding wordt geïndexeerd op de eerste januari elk jaar in verhouding met de evolutie van het gezondheidsindexcijfer van de maand december die voorafgaat.

De eerste indexering vindt op 1 januari 2013 plaats.

Naast de vergoeding bedoeld bij het vorige lid wordt ook een tegemoetkoming toegekend in de verplaatsingskosten van de controleartsen die bepaald is overeenkomstig de kilometervergoeding die van toepassing is op de ambtenaren van de diensten van de Regering of op de terugbetaling van hun vervoerbewijs per trein in de tweede klasse of op de terugbetaling van elk ander gemeenschappelijk vervoermiddel.

#### *Afdeling 2. — Dopingcontroles*

**Art. 20.** De administratie maakt een plan op voor de verdeling van de in de Franse Gemeenschap uit te voeren dopingcontroles.

Dat verdelingsplan heeft tot doel doelgroepgerichte dopingcontroles en onverwachte controles uit te voeren, steunend op een gedocumenteerde evaluatie van de dopingrisico's en het doeltreffendste gebruik van de middelen om een optimale opsporing en een optimale ontmoediging te waarborgen op het grondgebied van de Franse Gemeenschap.

Dat verdelingsplan moet waarborgen dat de dopingcontroles worden uitgevoerd, zonder dat de lijst limitatief is :

- 1° bij de sporters van alle niveaus, waarbij een belangrijk deel van de controles moet worden bestemd voor de elitesporters en de topsporters;
  - 2° binnen competitie en buiten competitie;
  - 3° in een belangrijk aantal afzonderlijke sportdisciplines;
  - 4° in de ploegsporten en de individuele sporten;
  - 5° op het gehele grondgebied van de Franse Gemeenschap;
  - 6° waarbij rekening wordt gehouden met de verhoogde dopingrisico's verbonden aan bepaalde sportdisciplines of aan bepaalde trainingen, sportevenementen of -wedstrijden, of aan bepaalde sporters of categorieën van sporters.
- De administratie werkt elk jaar het verdelingsplan voor de dopingcontroles bij.

**Art. 21.** De mededeling die aan de administratie door de organisatoren wordt uitgevoerd overeenkomstig artikel 17 van het decreet omvat de volgende gegevens :

- 1° de naam van het georganiseerde sportevenement of de georganiseerde sportwedstrijd;
- 2° de plaats, de datum en de uren van het begin en het einde van dat sportevenement of die sportwedstrijd;
- 3° de sportdisciplines die bij dat evenement of die wedstrijd worden beoefend;
- 4° het internationale, nationale of lokale niveau van het evenement of de wedstrijd alsook de leeftijdscategorieën van de deelnemers en hun vermoedelijke aantal;
- 5° de naam, het adres en het telefoonnummer van de afgevaardigde van de organisator van het evenement of de wedstrijd en, in voorkomend geval, van de afgevaardigde van de deelnemende sportorganisaties;
- 6° het aantal elitesporters die, voor zover dit de organisator bekend is, aan het sportevenement of aan de sportwedstrijd deelnemen.

**Art. 22.** § 1. Op grond van het verdelingsplan voor de dopingcontroles en de informatie die door de organisatoren wordt meegedeeld, stelt de administratie de trainingen, sportevenementen en -wedstrijden vast waarvoor een dopingcontrole moet worden georganiseerd. De controles van de elitesporters kunnen eveneens worden geprogrammeerd buiten de trainings- of competitieperioden, op grond van de meegedeelde locatiegegevens.

De administratie wijst, door middel van het opdrachtenblad bedoeld in § 2, de controlearts en, zo nodig, de begeleider(s) aan die met die dopingcontrole worden belast.

§ 2. Het opdrachtenblad, waarvan het model door de Minister wordt vastgesteld, omvat ten minste de volgende inlichtingen :

- 1° de plaats, de datum, het uur van het begin en de vermoedelijke duur van het evenement, de wedstrijd of de training waarvoor de controle moet worden uitgevoerd;
- 2° de naam, de sportdiscipline van het evenement, de wedstrijd of de training waarvoor een controle moet worden uitgeoefend;
- 3° de vermelding dat de controle binnen of buiten competitie plaatsvindt;
- 4° de naam, het adres van de sportorganisatie of van de organisator die verantwoordelijk is voor het evenement, de wedstrijd of de training, alsook de naam en het telefoonnummer van hun afgevaardigde;
- 5° het type controle dat uit te voeren is, met inbegrip van het gewenste aantal, de aard en het ogenblik van de controles;
- 6° de wijze waarop de sporters worden gekozen of de identiteit van de sporters die zich bij de dopingcontrole moeten aanmelden;
- 7° de naam van de controlearts en, in voorkomend geval, van de begeleider(s) die hem bijstaat(n);
- 8° het erkende laboratorium belast met de analyses.

Het opdrachtenblad wordt door de administratie ondertekend en wordt in twee exemplaren opgemaakt, waarvan het ene bestemd wordt voor de controlearts en de andere voor de administratie.

§ 3. Het opdrachtenblad wordt de controlearts ten vroegste 72 uur vóór de geplande dopingcontrole gestuurd. De administratie brengt de begeleider(s) op de hoogte van het bestaan van de opdracht ten vroegste 72 uur vóór de geplande dopingcontrole.

§ 4. De administratie of, in voorkomend geval, de controlearts kan, als dit aangewezen is, verzoeken dat een officier van de gerechtelijke politie bij de dopingcontrole aanwezig is.

**Art. 23.** § 1. De controlearts die door de administratie door middel van het opdrachtenblad wordt aangewezen, organiseert de dopingcontrole.

In voorkomend geval, moet de dopingcontrole het normale verloop van het evenement, de wedstrijd of de training mogelijk maken.

§ 2. Als de controle gedurende een evenement of een training wordt uitgevoerd, wijst de afgevaardigde van de sportorganisatie of de organisator van het evenement, de wedstrijd of de training een persoon aan om de controlearts bij te staan, om in de rechtstreekse nabijheid van de plaats waar het evenement, de wedstrijd of de training plaatsvindt, een lokaal ter beschikking te stellen dat voldoende waarborg biedt inzake vertrouwelijkheid, hygiëne en veiligheid.

§ 3. De controlearts wijst, overeenkomstig het opdrachtenblad, de sporter(s) die zich bij de dopingcontrole moet(en) moet(en) aanmelden.

Iedere te controleren sporter wordt, nadat hij door de controlearts werd geïdentificeerd, persoonlijk op de hoogte gebracht van de controle door middel van het in drie exemplaren opgemaakte oproepingsformulier, waarvan het model door de Minister wordt vastgesteld overeenkomstig de internationale standaard van het WADA voor de controles.

Om de sporter te informeren, geeft het door de Minister vastgestelde model nadere inlichtingen over de wijze waarop zijn persoonlijke gegevens zullen worden behandeld.

Het oproepingsformulier vermeldt :

- 1° de naam van de sporter;
- 2° de plaats, de datum en het uur waarop het werd afgegeven;
- 3° de aard van de staalafname;
- 4° de plaats waar de staalafname zal plaatsvinden;
- 5° het uur waarom de sporter zich ten laatste voor de controle moet aanmelden;
- 6° de eventuele gevolgen die de sporter kan ondergaan als hij zich niet binnen de gestelde termijn voor de controle aanmeldt of als hij weigert het formulier te ondertekenen;
- 7° dat de sporter kan verzoeken dat de controleprocedure wordt uitgevoerd in aanwezigheid van een persoon naar keuze alsook, als dit noodzakelijk en mogelijk is, een tolk;
- 8° dat de minderjarige sporter moet worden begeleid door één van zijn wettelijke vertegenwoordigers of door een persoon onder wiens gezag hij geplaatst wordt;
- 9° dat de sporter alle inlichtingen kan krijgen betreffende de dopingcontrole;
- 10° dat de sporter, om uitzonderlijke redenen waarover de dopingcontroleur kan beslissen, een verlenging van de termijn kan aanvragen om zich te begeven tot de post waar de dopingcontrole wordt uitgevoerd.

Het formulier wordt voorzien van een Nederlandse vertaling en een Engelse vertaling.

Het formulier wordt in drie exemplaren opgemaakt. De sporter ontvangt het tweede exemplaar van het formulier. Het origineel en het derde exemplaar worden door de controlearts bewaard.

De formulieren worden door de sporter ondertekend, en, voor de minderjarige sporters, de personen bedoeld in het vierde lid, 8°. Op het einde van de controle deelt de administratie het derde exemplaar van het formulier mee aan de sportorganisatie waarbij de sporter aangesloten is.

Als de sporter weigert het formulier te ondertekenen of als hij afwezig is, wordt dit in het proces-verbaal van controle vermeld.

§ 4. De sporter blijft onder de rechtstreekse observatie van de controlearts of de daartoe aangewezen begeleider, vanaf de datum waarop het oproepingsformulier aan de sporter wordt gezonden tot de ondertekening van het proces-verbaal van controle.

Indien een incident dat de controle in twijfel kan brengen gedurende die observatie wordt vastgesteld, neemt de controlearts dit in zijn proces-verbaal van controle op en vermeldt of hij van mening is dat de controle nog kan plaatsvinden.

Als dit niet zo is en als het incident aan de sporter toe te schrijven is, wordt deze geacht geweigerd te hebben aan de controle deel te nemen.

§ 5. Voor de staalneming meldt de sporter zich aan op de daartoe aangeduide plaats, uiterlijk om het vermelde uur.

De controlearts kijkt de identiteit van de sporter na en, in voorkomend geval, van de persoon die hem begeleidt overeenkomstig § 6 van dit artikel.

Als de sporter zich bij de controle niet binnen de gestelde termijn aanmeldt of als hij de controleprocedure onderbreekt, wordt de controleprocedure, voor zover dit mogelijk is, buiten de termijn op hem toegepast.

§ 6. De sporter kan vragen dat de controleprocedure wordt uitgevoerd in aanwezigheid van een persoon naar keuze, voor zover dit het normale verloop van de monsterneming niet stoort. Als de controlearts niet op dit verzoek ingaat, dan vermeldt hij de redenen voor die weigering in het proces-verbaal.

De minderjarige sporter wordt begeleid door één van zijn wettelijke vertegenwoordigers of door een persoon onder wiens gezag hij geplaatst wordt.

De controlearts verleent toegang tot de plaats bestemd voor de monsternemingen alleen aan de volgende personen :

- 1° de gecontroleerde sporter;
- 2° de persoon die door de sporter wordt gekozen om hem te begeleiden;
- 3° de wettelijke vertegenwoordiger van de minderjarige sporter of de persoon onder wiens gezag hij geplaatst wordt;
- 4° de afgevaardigde arts van de nationale of internationale sportorganisatie waarvan de sporter lid is.

§ 7. De controlearts kan de sporter toelaten de dopingcontrolepost om uitzonderlijke redenen te verlaten.

Het proces-verbaal vermeldt dan het uur van het vertrek en de terugkeer van de sporter uit en naar de controlepost alsook de reden waarom de sporter werd toegelaten te vertrekken.

Gedurende die afwezigheid blijft de sporter onder de rechtstreekse observatie bepaald in § 4 van dit artikel.

§ 8. Indien de controlearts vaststelt dat de controle van een sporter om een bepaalde reden niet kon worden uitgevoerd, vermeldt hij er de redenen van in het proces-verbaal van controle en zendt dit zonder verwijl aan de Administratie over. De Administratie geeft kennis van het afschrift van het proces-verbaal van controle aan de betrokken sporter en aan de nationale of internationale sportorganisatie waarvan hij lid is.

**Art. 24.** § 1. Vóór elke monsterneming bedoeld in de artikelen 25 tot 27, heeft de controlearts een gesprek met de gecontroleerde persoon, betreffende, inzonderheid, de acute of chronische pathologieën en betreffende elk geneesmiddel, elke medische methode of elke bijzondere voeding die momenteel worden gebruikt, al dan niet volgens een medisch voorschrift. De opgave van de geneesmiddelen, medische methodes en bijzondere voeding die door de sporter worden gebruikt, wordt in het proces-verbaal van controle opgenomen.

De dopingcontrole wordt op zodanige wijze uitgevoerd dat de integriteit, de veiligheid en de identiteit van de monsters alsook de eerbiediging van de persoonlijke levenssfeer en de waardigheid van de gecontroleerde personen worden gewaarborgd.

Het materieel voor de dopingcontrole wordt één keer gebruikt. Alleen de verpakkingen die door de Administratie worden bezorgd, worden gebruikt voor de monsterneming.

§ 2. De controleprocedure wordt in een proces-verbaal vastgesteld met behulp van een formulier waarvan het model door de Minister wordt vastgelegd. Naast de informatie bedoeld bij artikel 12, § 3, van het decreet, vermeldt hij het aankomstuur van de sporter bij de controle en beschrijft hij de wijze waarop de controleprocedure is verlopen.

§ 3. De controlearts neemt alle noodzakelijke maatregelen om fraude te voorkomen. Van die maatregelen wordt eventueel melding gemaakt in het proces-verbaal van controle.

Het is verboden aan eenieder die op de plaats van de monsterneming aanwezig is, op welke drager dan ook, films te draaien of foto's te nemen gedurende de controleprocedure.

§ 4. Het proces-verbaal van controle wordt ondertekend door de betrokken sporter, de controlearts en, in voorkomend geval, door de begeleider en alle personen die overeenkomstig artikel 23, § 6, de controle hebben bijgewoond.

Door de ondertekening van het proces-verbaal van controle bevestigt de sporter dat de procedure overeenkomstig het decreet en dit besluit verlopen is. Elke onregelmatigheid die door de sporter of, in voorkomend geval, de begeleider of de personen bedoeld in artikel 23, § 6, wordt ingeroepen, wordt in het proces-verbaal van controle opgenomen.

Het proces-verbaal wordt in vier exemplaren opgesteld, waarvan één exemplaar bestemd is voor de sporter, één voor het laboratorium, één voor de sportorganisatie waarbij de sporter aangesloten is, en één voor de Administratie.

Het voor het laboratorium bestemde exemplaar laat geen vermelding voorkomen waardoor de sporter zou kunnen worden geïdentificeerd.

Het voor de sportorganisatie bestemde exemplaar laat geen vermelding voorkomen betreffende de geneesmiddelen, de medische methodes en de bijzondere voeding van de sporter of betreffende de bloedtransfusies.

Ter informatie van de sporter geeft het door de Minister vastgestelde model nadere bepalingen over de wijze waarop zijn persoonlijke gegevens zullen worden behandeld.

**Art. 25.** § 1. Het nemen van urinemonsters wordt uitgevoerd als volgt :

1° de sporter kiest uit een groep een opvangbeker, opent die, vergewist zich ervan dat hij leeg en proper is, en vult hem met minstens 90 ml urine onder het visuele toezicht van de controlearts, die van hetzelfde geslacht moet zijn;

2° indien het vereiste volume van 90 ml wordt geproduceerd, kiest de sporter een analysekit uit een groep verzegelde kits, bestaande uit twee flesjes met hetzelfde codenummer, gevolgd door het letter « A » voor het eerste flesje, en het letter « B », voor het tweede flesje. Hij opent die en kijkt na of de flesjes leeg en proper zijn; hij giet ten minste 60 ml urine in het flesje A, en ten minste 30 ml in het flesje B; hij behoudt enkele urinedruppels (overblijvend volume) in de opvangbeker; hij sluit beide flesjes hermetisch, en kijkt na of er geen lekken zijn; het flesje A is het voornaamste monster, en het flesje B is het reservemonster voor de eventuele contra-expertise;

3° de controlearts meet de soortelijke dichtheid van de urine die in de opvangbeker overblijft door middel van colorimetrische banden, met inachtneming van de gestelde termijn voor het lezen; indien uit het lezen blijkt dat het monster niet de soortelijke dichtheid heeft die voor de analyse noodzakelijk is, kan de erkende persoon een nieuwe urinemonsterneming eisen; de in de punten 1° en 2° bedoelde procedure wordt gevolgd voor de nieuwe monsterneming; de twee monsters zullen naar het laboratorium, voor een vergelijkende analyse, worden toegestuurd; de controlearts zal bij het eerste proces-verbaal van controle laten opmerken dat het monster gelijktijdig met het tweede monster, waarvan hij alleen het codenummer zal vermelden, zal moeten worden geanalyseerd;

4° de controlearts kijkt na of het codenummer dat op de flesjes A en B vermeld is en het codenummer dat op de verzendingstas vermeld is dezelfde zijn; hij laat dat codenummer op het proces-verbaal van controle inschrijven; de sporter kijkt na of het codenummer dat vermeld is op de flesjes A en B en op de verzendingstas dezelfde zijn als het codenummer dat op het proces-verbaal van controle vermeld is;

5° de sporter doet, onder toezicht van de controlearts, beide flesjes A en B in de verzendingstas en verzegelt deze;

6° de controlearts werpt, voor ogen van de sporter, de overblijvende urine die niet voor het analyselaboratorium bestemd is, weg;

7° de sporter bevestigt, door het proces-verbaal van controle te ondertekenen, dat de procedure verlopen is overeenkomstig deze paragraaf; iedere onregelmatigheid die door de sporter of de persoon bedoeld in artikel 23, § 6, wordt vastgesteld, wordt in het proces-verbaal van controle opgenomen.

§ 2. Indien er geen urine geproduceerd is of indien de opgelegde hoeveelheid niet bereikt is, blijft de sporter onder het visuele toezicht van de controlearts of de begeleider, totdat de voorgeschreven hoeveelheid bereikt is, volgens de procedure bedoeld in § 3.

Mineraalwater onder beveiligde verpakking wordt ter beschikking gesteld van de sporter door de organisator van het evenement, de wedstrijd of de training, onder de verantwoordelijkheid van deze.

§ 3. Indien de sporter een hoeveelheid urine produceert die lager is dan 90 ml, wordt de procedure voor de gedeeltelijke monsterneming gebruikt :

1° de sporter kiest uit een groep van verzegelde kisten een analysekit, opent die, kijkt na of de flesjes leeg en proper zijn; hij giet in het A-flesje de urine die zich in de opvangbeker bevindt, onder het visuele toezicht van de controlearts, die van hetzelfde geslacht als hij moet zijn;

2° de sporter kiest uit een groep van verzegelde kisten een kit voor gedeeltelijke monsterneming; hij opent die en sluit het A-flesje met behulp van een afsluitdop die zich in de gekozen kit voor gedeeltelijke monsterneming bevindt en kijkt na of er geen lekken zijn;

3° de sporter plaatst het A-flesje in de analysekit, sluit deze en plaatst de aldus gesloten kit in de daartoe bepaalde tas voor gedeeltelijke monsterneming;

4° de sporter maakt de beschermingskleefstrip van het zakje los en verzegelt dit;

5° de controlearts neemt op het proces-verbaal van controle het nummer op dat op het zakje en op de door de sporter losgemaakte strip vermeld staat; nadat de sporter heeft vastgesteld dat de nummers die vermeld staan op de verwijderbare strip en op het zakje dezelfde zijn als het nummer dat op het proces-verbaal van controle vermeld staat, ondertekent hij dit op de geschikte plaats;

6° de controlearts bewaart de tas voor de gedeeltelijke monsterneming totdat de sporter opnieuw zou kunnen urineren; onder de controle van de controlearts, kijkt de sporter na of de tas intact is en of het nummer van zijn verwijderbare strip overeenstemt met het nummer dat op het zakje en in het proces-verbaal van controle opgenomen is; onder het visuele toezicht van de controlearts, urineert hij in een nieuwe opvangbeker, gekozen uit een groep opvangbekers; de sporter opent het verzegelde zakje alsook het A-flesje, voorzien van zijn voorlopige afsluitdop; hij neemt dit laatste en voegt de urine die het inhoudt aan het tweede monster toe in de opvangbeker, om beide opgevangen monsters te mengen;

7° indien de aldus bekomen hoeveelheid gemengde urine nog lager is dan 90 ml, wordt de procedure die beschreven is in de punten 1° tot 6° van deze paragraaf herhaald totdat de vereiste hoeveelheid van 90 ml urine bereikt is;

8° indien de vereiste hoeveelheid bereikt is, dan wordt het genomen monster behandeld overeenkomstig de procedure beschreven in de punten 2° tot 7° van § 1.

**Art. 26.** Het nemen van bloedmonsters geschiedt als volgt :

1° de sporter kiest uit een groep een bloedafnameset, opent die, vergewist ervan dat hij leeg en proper is. Hij verifieert ook het codenummer dat op de flesjes vermeld staat en dat hetzelfde moet zijn;

2° de controlearts ontsmet de huid van de sporter met steriele ontsmettende watten op een plaats die geen negatieve gevolgen kan hebben op de sporter of zijn sportprestaties; er wordt, zo nodig, een knelband aangelegd. Hij vangt het bloedmonster in het afnamebuisje op vanuit een oppervlakkige ader; in voorkomend geval, moet de knelband onmiddellijk worden verwijderd na de aderpunctie;

3° de controlearts vult een A-staal en een B-staal van 2,7 ml voor de hematologische parameters en de transfusie en een A-staal en een B-staal van 2,7 ml voor het groeihormoon. Beide laatste buisjes kunnen op de controleplaatsen worden gecentrifugeerd door de controlearts of, vóór de analyse, door het erkende laboratorium;

4° indien de opgevangen hoeveelheid bloed van de sporter niet voldoende is, voert de controlearts de procedure opnieuw uit; maar niet meer dan drie pogingen; als hij de geschikte hoeveelheid niet kan krijgen, onderbreekt hij de bloedafname en vermeldt hij dit nauwkeurig in het proces-verbaal;

5° de controlearts legt een verband aan op de punctieplaats;

6° de controlearts werpt op een geschikte wijze de uitrusting voor de bloedafname weg die niet noodzakelijk is om de fase van de bloedafname aan te vullen;

7° de sporter verzegelt zijn monster in de bloedafnameset volgens de richtlijnen van de controlearts; deze controleert, voor ogen van de sporter, dat het monster op voldoende wijze wordt verzegeld;

8° voordat het monster naar het analyselaboratorium wordt gestuurd, wordt het bij een temperatuur van meer dan 0 °C bewaard;

9° de sporter bevestigt, door het proces-verbaal van controle te ondertekenen, dat de procedure verlopen is overeenkomstig dit artikel; elke onregelmatigheid die door de sporter of de persoon bedoeld in artikel 23, § 6, wordt vastgesteld, wordt opgenomen in het proces-verbaal van controle.

**Art. 27.** Het nemen van monsters van andere lichamelijke vloeistoffen of van de bevoorrading van de sporter wordt mutatis mutandis uitgevoerd volgens dezelfde regels als het nemen van urinemonsters, als volgt :

- 1° de monsters worden in geschikte verpakkingen geplaatst;
- 2° er worden monsternemingen uitgevoerd, bestemd voor een eventuele tweede analyse;
- 3° de verpakking wordt verzegeld in aanwezigheid van de betrokken sporter;
- 4° op elke verpakking wordt een codenummer genoteerd, dat in kennis van de sporter wordt gesteld, en dat in het proces-verbaal wordt opgenomen.

**Art. 28.** Indien bij de controle twijfels ontstaan over de afkomst of de authenticiteit van een monster, wordt een nieuw monster genomen.

Elke weigering van de sporter om zich aan een nieuwe monsterneming te onderwerpen, wordt met controleweigering gelijkgesteld.

#### *Afdeling 3. — Analyse van de monsters*

**Art. 29.** § 1. Nadat de controle is uitgevoerd, bewaart de controlearts de verzegelde monsters totdat ze aan de Administratie worden gestuurd.

Hij vergewist zich ervan dat de voorwaarden voor het vervoer en de bewaring van de monsters volmaakt zijn, om te vermijden dat ze beschadigd zouden kunnen worden.

De administratie neemt de noodzakelijke bewaringsmaatregelen. Indien de integriteit van één of verschillende monsters wordt bedreigd, kan de Administratie beslissen het betrokken monster ongeldig te verklaren.

§ 2. De Administratie moet de verzegelde monsters, tegen ontvangstbewijs, verzenden aan één van de daartoe erkende laboratoria, binnen een termijn van 72 uur na de monsterneming.

Het erkende laboratorium laat zonder verwijl het A-monster onderzoeken en neemt onmiddellijk de maatregelen die noodzakelijk zijn voor de bewaring van het B-monster.

**Art. 30.** § 1. Het erkende laboratorium stuurt het analyseverslag aan de administratie binnen de vijftien werkdagen die volgen op de ontvangst van het monster. Binnen de Administratie, kunnen alleen de ambtenaren die gezondheidsprofessionals zijn die verslagen behandelen. Die termijn wordt geschorst gedurende de perioden waarin het laboratorium gesloten is. Wanneer de controle plaats heeft gevonden in het kader van een internationale wedstrijd of een internationaal evenement, deelt het laboratorium ook de abnormale analyseresultaten aan de betrokken internationale sportorganisatie mee.

Het verslag omvat :

- 1° de datum en het uur van ontvangst van de monsters en de staat waarin ze werden overgezonden;
- 2° het codenummer van de monsters, de beschrijving van het uiterlijk aspect van die verpakking en van de zegels die erop werden gelegd alsook van hun staat;
- 3° de vaststellingen in verband met het volume en de staat van het onderzochte A-monster;
- 4° de resultaten van de analyse en de conclusies;
- 5° de plaats en de voorwaarden voor de bewaring van het B-monster.

§ 2. De afschriften van de verslagen en documentatiedossiers in verband met elke analyse worden bewaard door het laboratorium gedurende een periode van acht jaar.

§ 3. Het laboratorium bewaart de monsters gedurende één jaar vanaf de datum van ontvangst ervan, tenzij een langere bewaring door de gerechts- of tuchtoverheid wordt opgelegd.

#### *Afdeling 4. — Gevolgen van de analyse*

**Art. 31.** § 1. Indien het resultaat van de analyse negatief is, worden de gecontroleerde sporter en zijn sportorganisatie ervan op de hoogte gebracht binnen de vijf werkdagen die volgen op de ontvangst van het analyseverslag door de administratie.

§ 2. Indien het resultaat van de analyse abnormaal is, brengt de administratie de sportorganisatie waaronder de sporter ressorteert bij aangetekend schrijven daarvan op de hoogte en brengt de gecontroleerde sporter bij aangetekend schrijven en e-mail met geavanceerde elektronische handtekening binnen de drie werkdagen die volgen op de ontvangst van het analyseverslag.

Naast die inlichtingen, omvat de mededeling gericht aan de gecontroleerde sporter :

- 1° een verwijzing naar de tekst van artikel 6 van het decreet;
- 2° de eventuele gevolgen van de overtreding van artikel 6 van het decreet;
- 3° het recht van de sporter zich een afschrift te doen geworden van het geheel van het dossier betreffende de controle die tot het abnormale resultaat heeft geleid;
- 4° het recht van de sporter een analyse van het B-monster aan te vragen overeenkomstig artikel 32;
- 5° de datum die door het laboratorium wordt vastgesteld voor de analyse van het B-monster, indien de sporter een contra-expertise aanvraagt.

§ 3. Indien de analyse de aanwezigheid van een verboden stof aantoonde waarvan de productie uitsluitend endogeen zou kunnen zijn, wordt het analyseverslag als atypisch bestempeld.

In dat geval vraagt de administratie het laboratorium een analyse van het monster om de oorsprong van de verboden stof te bepalen.

Het atypische analyseresultaat wordt alleen aan de gecontroleerde sporter meegedeeld indien :

1° het B-monster moet worden geanalyseerd. In dat geval kan de sporter, overeenkomstig de bepalingen van artikel 32, § 2, tweede lid, vragen aanwezig te zijn of vertegenwoordigd te worden bij de opening van het B-monster;

2° de administratie, voordat het resultaat als negatief of abnormaal wordt beschouwd, ertoe gehouden is, overeenkomstig de bepalingen bedoeld bij de Code, de lijst van de atypisch gecontroleerde sporters mee te delen.

Na de noodzakelijke aanvullende analyses, wordt het atypische resultaat ofwel als negatief ofwel als abnormaal beschouwd, als wordt bewezen dat de verboden stof niet volledig endogeen is. De procedure wordt dan voortgezet overeenkomstig de § 1 en de § 2 van dit artikel.

§ 4. Wanneer de gecontroleerde sporter een elitesporter is en het resultaat van de analyse van het A-monster abnormaal is, zendt de administratie aan de internationale sportorganisatie waaronder de gecontroleerde sporter ressorteert en aan het WADA de naam van de sporter, zijn nationaliteit, zijn sport en zijn discipline, de mededeling dat de controle binnen wedstrijdverband of buiten wedstrijdverband heeft plaatsgevonden, de datum van de monsterneming en het door het laboratorium meegedeelde analyseresultaat.

**Art. 32.** § 1. Als een abnormaal resultaat wordt meegedeeld, kan de gecontroleerde sporter de administratie bij aangetekend schrijven of bij e-mail met geavanceerde elektronische handtekening vragen het B-monster te doen analyseren door het laboratorium dat het eerste analyseverslag heeft gegeven. De sporter kan eveneens vragen door de controlearts te worden gehoord.

Om ontvankelijk te zijn, moet de aanvraag om contra-expertise binnen vier werkdagen na de ontvangst van de informatie bedoeld in artikel 31, § 2, eerste lid, worden gericht.

De kennisgeving van het abnormale analyseresultaat wordt geacht door de sporter te worden ontvangen op de eerste dag volgend op die waarop het schrijven wordt voorgesteld bij de wettelijke of gekozen woonplaats van de sporter, indien zijn woonplaats zich in België bevindt.

De kennisgeving van het abnormale analyseresultaat wordt geacht door de sporter te worden ontvangen, behalve als de sporter het tegenovergestelde bewijst, op de derde werkdag volgend op die waarop het aangetekend schrijven wordt voorgesteld bij de diensten van de post, wanneer de wettelijke of gekozen woonplaats van de sporter zich in een andere staat dan België bevindt.

§ 2. Ingeval de gecontroleerde sporter binnen de vereiste termijn heeft gevraagd dat een contra-expertise wordt uitgevoerd, wordt het laboratorium dat het eerste analyseverslag heeft gegeven, de dag na de ontvangst van die aanvraag of de volgende werkdag, door de administratie belast met het uitvoeren van die contra-expertise.

De sporter kan vragen aanwezig te zijn of vertegenwoordigd te worden bij de opening van het B-monster.

§ 3. Het laboratorium dat met de contra-expertise wordt belast, laat het tweede monster analyseren op de dag en om het uur die aan de sporter wordt meegedeeld bij toepassing van artikel 31, § 2, 4°. Bij afwezigheid van de sporter kan een onafhankelijke sporter bij de analyse aanwezig zijn.

Nadat de analyse is uitgevoerd, stelt het laboratorium een verslag op, overeenkomstig artikel 30. Dat verslag wordt door het laboratorium bewaard, met het documentatiedossier betreffende de analyse, gedurende een periode van acht jaar.

Dat verslag wordt aan de administratie gestuurd binnen de tien werkdagen volgend op de ontvangst van de aanvraag om contra-expertise.

§ 4. De gecontroleerde sporter wordt op de hoogte gebracht van het resultaat van de contra-expertise binnen de drie werkdagen volgend op de ontvangst van het analyseverslag door de administratie.

§ 5. Wanneer het definitieve verslag van de analyse van de monsters van de gecontroleerde sporter abnormaal is, brengt de administratie de nationale of internationale sportorganisatie waaronder de gecontroleerde sporter ressorteert en het WADA daarvan op de hoogte. De administratie zendt ze de naam van de sporter, zijn nationaliteit, zijn sport en zijn discipline, de mededeling dat de controle binnen wedstrijdverband of buiten wedstrijdverband heeft plaatsgevonden, de datum van de monsterneming en het door het laboratorium meegedeelde analyseresultaat.

#### HOOFDSTUK 4. — *Locatie van de topsporters*

**Art. 33.** De administratie stelt de lijst vast van de topsporters die behoren tot de doelgroep van de Franse Gemeenschap in de zin van artikel 1, 35° van het decreet, binnen de drie maanden na de inwerkingtreding van dit besluit.

Die lijst wordt driemaandelijks bijgewerkt.

Van elke opname van een sporter in de doelgroep van de Franse Gemeenschap wordt aan hem kennis gegeven bij aangetekend schrijven en e-mail met geavanceerde elektronische handtekening, uiterlijk 10 dagen vóór de datum waarop die opname uitwerking heeft.

Ze bepaalt de categorie A, B, C of D waartoe de sporter behoort, alsook, voor de sporters van de categorieën A, B en C, de datums van het begin en het einde van hun verplichtingen inzake locatie en inzake toelating om therapeutische doeleinden.

**Art. 34.** De topsporter die behoort tot de doelgroep van de Franse Gemeenschap publiceert in de databank ADAMS, die door het WADA wordt beheerd, de persoonlijke gegevens die in artikel 18 van het decreet nader bepaald zijn, op grond van de categorie waartoe hij behoort.

De dagelijkse periode van 60 minuten die door de topsporters A, met toepassing van artikel 18, § 2, eerste lid, van het decreet, mee te delen is, is tussen 6u.00 en 23u.00 begrepen.

**Art. 35.** De in rust gestelde topsporter die in competitie op nationaal of internationaal niveau wenst terug te keren, moet dit vooraf aan de administratie bij aangetekend schrijven meedelen.

Vanaf die mededeling wordt hij onderworpen aan de verplichtingen bedoeld bij dit hoofdstuk en kan dopingcontroles ondergaan.

**Art. 36.** De administratie richt aan elke topsporter van de categorie B of C die zijn verplichtingen inzake locatie niet nakomt of die zich niet bij een controle aanmeldt, een waarschuwing bij aangetekend schrijven om zijn verplichtingen strikt na te komen, met verwijzing naar de sancties die bij artikel 18, § 4 van het decreet bepaald zijn.

Wanneer de topsporter van de categorie B of C zijn verplichtingen inzake locatie niet nakomt of zich drie keer binnen een periode van minder dan 18 maanden niet aanmeldt, deelt de administratie hem bij aangetekend schrijven mee dat hij in de categorie A of B van de doelgroep gedurende een periode van 6 of 18 maanden wordt opgenomen overeenkomstig artikel 18, § 4, van het decreet.

Wanneer een topsporter van de categorie B, C of D om tuchtrekenen wordt geschorst omdat hij op doping wordt betrapt, wordt hem door de administratie kennis gegeven van zijn opneming in de categorie A van de doelgroep, gedurende een periode van 18 maanden overeenkomstig artikel 18, § 4, van het decreet.

Wanneer een topsporter van de categorie B of C of D een plotse en belangrijke verbetering van zijn prestaties of ernstige aanwijzingen van doping vertoont, roept de administratie hem bij aangetekend schrijven op, om zijn argumenten en middelen te horen. De hoorzitting heeft ten vroegste acht dagen na de verzending van de oproepingsbrief plaats. De sporter kan door een raadsman worden bijgestaan. Binnen de 10 dagen nadat de sporter werd gehoord, geeft de administratie hem bij aangetekend schrijven kennis van haar beslissing.

**Art. 37.** Elke sporter die werd aangewezen als behorend tot de doelgroep van de Franse Gemeenschap, ongeacht zijn categorie, kan de beslissingen betwisten die werden genomen door de administratie ter uitvoering van de bepalingen van dit hoofdstuk, door een beroep in te dienen bij de Minister binnen een termijn van veertien dagen volgend op de kennisgeving bedoeld in artikel 33. Dat beroep heeft schorsende kracht.

Op straffe van nietigheid, wordt het beroep bij aangetekend schrijven ingediend en bevat de argumenten die de sporter wil aanvoeren om zijn hoedanigheid van topsporter die onderworpen is aan locatie-verplichtingen te betwisten.

Hij kan vragen door de administratie te worden gehoord.

De administratie brengt de Minister een advies uit, en deze kan de beslissing van de administratie ofwel bevestigen ofwel herzien. Van die beslissing wordt bij aangetekend schrijven aan de sporter kennis gegeven.

**Art. 38.** De informatie die de administratie meedeelt aan de ambtenaren belast met het toezicht op doping binnen de Vlaamse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, ter uitvoering van artikel 18, § 9, van het decreet, wordt aan die bij e-mail met geavanceerde elektronische handtekening gestuurd.

#### HOOFDSTUK 5. — *Opvolgen van de controles*

**Art. 39.** Elke procedure voor de individuele controle van een sporter of een lid van zijn begeleidingspersoneel wordt bepaald in een administratief dossier dat door de administratie wordt gehouden.

Dat dossier bevat :

- 1° een beschrijving van de reden waarom het dossier werd geopend;
- 2° de vermelding van de datum van opening van het dossier;
- 3° een inventaris van de stukken, met vermelding van de datum waarop ze in het dossier werden opgenomen;
- 4° de identiteit en het adres van de sporter of het begeleidingspersoneel;
- 5° een afschrift van het oproepingsformulier zoals bedoeld in artikel 23, § 3;
- 6° in voorkomend geval, de identiteit en het adres van de advocaat van de sporter of het lid van het begeleidingspersoneel en van de arts van de sporter;
- 7° een afschrift van het proces-verbaal van monsterneming zoals bedoeld in artikel 24, § 2;
- 8° een afschrift van het analyseverslag zoals bedoeld in artikel 30, in voorkomend geval samen met alle bijkomende inlichtingen die door het erkende laboratorium worden meegedeeld;
- 9° een afschrift van het aangetekend schrijven en van de e-mail waardoor de sporter kennis wordt gegeven van het abnormale analyseresultaat zoals bedoeld in artikel 31, § 2;
- 10° een afschrift van het aangetekend schrijven of de telekopie waarmee de sporter de analyse van het B-monster, zoals bedoeld in artikel 32, aanvraagt;
- 11° een afschrift van alle andere stukken die nuttig kunnen zijn voor de behandeling van het dossier.

**Art. 40.** Met inachtneming van artikel 19 van het decreet, zendt de administratie een afschrift van het dossier bedoeld in het vorige artikel aan de sportorganisatie waarbij een sporter aangesloten is binnen de drie werkdagen te rekenen vanaf ofwel de ontvangst van het positieve analyseverslag van het B-monster, ofwel, ingeval de sporter van een contra-expertise afziet, vanaf het verstrijken van een termijn van vier werkdagen bedoeld in artikel 32, § 1, tweede lid.

Wanneer een topsporter van categorie A zijn locatie-verplichtingen drie keer binnen een periode van minder dan 18 maanden niet nakomt, geeft de administratie eveneens daarvan kennis aan de sportorganisatie waarbij die sporter aangesloten is opdat een tuchtgevolg daaraan zou worden gegeven en deelt haar een ad hoc dossier mee.

**Art. 41.** De sportorganisatie geeft bij aangetekend schrijven, uiterlijk binnen de zeven dagen nadat ze genomen zijn, kennis van haar tuchtbeslissingen aan de sporter of aan het betrokken lid van het begeleidingspersoneel en, gelijktijdig, aan de administratie.

**Art. 42.** De Minister kan, met inachtneming van artikel 24, tweede lid, van het decreet, geval per geval, een beslissing erkennen die inzake doping wordt genomen door een instantie die de Code niet heeft ondertekend.



HOOFDSTUK 6. — *Administratieve geldboeten*

**Art. 43.** Elk feit dat ter kennis wordt gebracht van de Administratie en dat een overtreding van het decreet of zijn uitvoeringsbesluiten zou kunnen uitmaken, begaan door een sportorganisatie of door een organisator, geeft aanleiding tot administratieve vervolgingen.

De administratie geeft de overtreder, bij aangetekend schrijven, kennis van de grieven tegen hem. Deze beschikt over een termijn van één maand om het dossier te raadplegen en zijn schriftelijke opmerkingen voor te leggen.

Bij het verstrijken van die termijn roept de administratie de overtreder op, om hem in zijn middelen te horen. Hij kan zich door een raadsman laten bijstaan of vertegenwoordigen. De administratie kan elke persoon horen die er nuttig toe kan bijdragen haar te informeren.

De administratie brengt de Minister een advies uit binnen de veertien dagen volgend op het verhoor van de overtreder.

De Minister neemt zijn beslissing binnen de veertien dagen na de ontvangst van het advies; daarvan wordt de overtreder bij aangetekend schrijven kennis gegeven.

Onverminderd de toepassing van artikel 21, § 2, van het decreet van 8 december 2006 houdende organisatie en subsidiëring van de sport in de Franse Gemeenschap, wanneer de Minister de overtreding van een bij het decreet of zijn uitvoeringsbesluiten opgelegde verplichting vaststelt, legt hij een geldboete van 1.000 tot 10.000 euro op, naar gelang van de ernst van de overtreding.

**Art. 44.** Wanneer de topsporter van categorie A zijn verplichtingen inzake locatie niet nakomt of zich niet bij een controle aanmeldt, deelt de administratie hem mee dat administratieve vervolgingen zullen worden ingesteld overeenkomstig artikel 21, § 1, van het decreet.

De administratie deelt hem bij aangetekend schrijven de grieven mee die tegen hem worden gericht en roept hem binnen veertien dagen op om hem in zijn middelen te horen. Hij kan zich door een raadsman laten bijstaan of vertegenwoordigen. De administratie kan iedere persoon horen die er nuttig toe kan bijdragen haar te informeren.

De administratie brengt een advies uit aan de Minister binnen de veertien dagen volgend op het verhoor van de topsporter.

Als de feiten worden bevestigd, sanctioneert de minister de sporter met een geldboete van 250 euro. Van die beslissing wordt binnen veertien dagen na de ontvangst van het advies bij aangetekend schrijven kennis gegeven.

HOOFDSTUK 7. — *Overgangs- en slotbepalingen*

**Art. 45.** Alle natuurlijke of rechtspersonen die worden aangewezen of erkend krachtens de bepalingen die worden opgeheven in het decreet van 8 maart 2001 en van zijn opgeheven uitvoeringsbesluiten worden geacht aangewezen of erkend te zijn krachtens het decreet en dit uitvoeringsbesluit, totdat ze bij een beslissing van de Minister worden vervangen.

**Art. 46.** De Commissie voor gebruikstoelating om therapeutische doeleinden, zoals bepaald in artikel 7 van dit besluit, legt haar eerste activiteitenverslag uiterlijk op 31 maart 2013 voor.

**Art. 47.** De Minister wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

**Art. 48.** Het decreet en dit besluit treedt in werking op 1 januari 2012.

Brussel, 8 december 2011.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Begroting, Financiën en Sport,  
A. ANTOINE

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2012 — 496

[C — 2012/29019]

**19 JANVIER 2012. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française  
relatif au cadre organique de l'École d'Administration publique**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, § 3, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu l'Accord de coopération, conclu le 10 novembre 2011 entre la Communauté française et la Région wallonne, créant une École d'Administration publique commune à la Communauté française et à la Région wallonne;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 23 juin 2010;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 15 juillet 2010;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 16 juillet 2010;

Vu l'avis du Comité supérieur de concertation du Comité de secteur XVII, donné le 26 avril 2011;